

SPARTACIST



numéro 21

édition française

automne 1983

X-523

5F

Troupes israéliennes et impérialistes hors du Liban!

Proche-Orient:



Ecrasez la Pax Americana anti-soviétique!

voir page 2

Défense des Palestiniens! Ecrasez le génocide sioniste!
Israël, paras, marines, bersagliers,
hors du Liban! 12

Du Front national de Mossadegh
au pouvoir réactionnaire de Khomeiny

Iran et Révolution permanente ... 15

Troupes israéliennes et impérialistes hors du Liban!

Proche-Orient: Ecrasez la Pax Americana anti-soviétique!

Qu'on ne puisse décrire l'invasion et l'occupation du Liban par Israël, avec le soutien des Etats-Unis, qu'avec le vocabulaire de l'occupation de l'Europe de l'Est par les nazis, voilà qui est une grotesque et tragique ironie de l'histoire. Interviewé à la télévision américaine, un général israélien a déclaré que ses forces recherchaient la «solution finale» au «problème» palestinien. L'armée israélienne emploie le mot hébreu *letaher* pour désigner sa mission — «la purification» du Liban de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Les massacres de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Chatila et Sabra ont été perpétrés par les *Einsatzgruppen* libanais au service des Israéliens, les phalangistes et les forces de Saad Haddad. Les survivants de l'holocauste nazi, en créant un «Etat juif», c'est-à-dire un Etat clérical basé sur la race, ont nécessairement adopté les méthodes hitlériennes pour acquérir un *Lebensraum* [espace vital], condamnant ainsi un autre peuple, les Arabes palestiniens, à la diaspora et au génocide.

Et, dans leur vision démente, créer un Grand Israël qui s'étendrait du Nil à l'Euphrate, les sionistes chauvins agissent comme le fer de lance de la course à la guerre des Etats-Unis et de l'OTAN pour renverser les acquis de la Révolution d'Octobre, une course à la guerre qui menace l'humanité entière d'un holocauste nucléaire.

Yasser Arafat, le dirigeant de l'OLP, parlait d'évidence quand, devant les dirigeants arabes réunis à Fez (Maroc) en septembre dernier, il qualifiait le blitzkrieg israélien d'«essentiellement une guerre américaine (...) soutenue militairement, politiquement, diplomatiquement par les Etats-Unis.» Cette compréhension de la situation n'a pas empêché la direction nationaliste petite-bourgeoise de

l'OLP d'appeler la «force d'interposition» des impérialistes US à intervenir au Liban. Il n'est pas douteux que le 6 juin de l'année dernière, quand 40.000 soldats israéliens, avec des centaines de chars et de transports de troupes blindés, franchirent la frontière libanaise, les supérieurs de Jérusalem à Washington ne se contentèrent pas de donner leur accord mais promirent un soutien militaire important.

L'invasion israélienne au Liban avait été préparée longtemps à l'avance, et la menace en avait été brandie depuis longtemps. L'invasion israélienne du Sud-Liban était généralement considérée comme une répétition pour, dans l'avenir, une campagne militaire plus importante visant à une annexion de facto de la partie du Liban située au sud du fleuve Litani et l'établissement d'un protectorat sur le reste du pays. A cette fin Israël rétrocéda du matériel militaire américain aux phalanges, l'organisation fasciste basée sur les chrétiens maronites, privilégiés au Liban, et créa ses propres *Einsatzgruppen* libanais, commandés par un ex-officier de l'armée libanaise, Saad Haddad. Ariel Sharon, le fanatique qui était ministre de la guerre d'Israël au moment du blitzkrieg libanais, révéla qu'il avait «planifié cette opération depuis que j'ai pris mes fonctions» en juillet 1981. Et pendant tout ce temps le Pentagone fournissait à Israël de grandes quantités de matériel militaire. Pendant le premier trimestre de 1982 il en livra dix fois plus que pendant la même période en 1980. L'aide américaine massive à Israël se monte à entre \$3.500 et \$4.000 pour chaque famille de cinq personnes de ce petit pays!

A la veille de l'invasion Sharon se rendit à Washington et informa le secrétaire d'Etat américain d'alors, Alexander Haig, l'ancien commandant en chef mégalomane de l'OTAN, de ses plans de guerre imminents. D'après Zeev Schiff, le chroniqueur militaire bien informé du journal israélien *Haaretz*, «Haig n'a proféré aucune menace contre l'action militaire israélienne imminente (...). Du point de vue de Sharon les Américains ont donné le feu vert» («The Green Light» [«le feu vert»], *Foreign Policy*, printemps 1983).

Le 2 juin, trois jours avant l'invasion, le *Wall Street Journal* publiait un éditorial qui ordonnait pratiquement la campagne militaire israélienne:

«La question la plus immédiate au Moyen-Orient c'est comment traiter la position retranchée de l'Union soviétique-Syrie-OLP au Liban et la menace qu'elle constitue pour la paix. Et en essayant de résoudre ce casse-tête, les responsables politiques américains et européens pourraient faire pire que d'accorder plus d'attention aux vues des Israéliens, qui ont eu quelque expérience quant à survivre au Moyen-Orient.»

Les impérialistes américains ne purent retenir leur joie devant la manière complète et brutale dont les Israéliens ont résolu le «casse-tête» de la soi-disant «position de

édition française

SPARTACIST

(Fourth Internationalist)

Organe du marxisme révolutionnaire

Organe du Comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale.

Comité de rédaction: Susan Adrian, Helene Brosius, Elizabeth Gordon, Jean Lesueur, William Cazenave (responsable)

Noah Wilner pour la réalisation

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377, G.P.O., New York, N.Y. 10116 USA
Téléphone: (212) 732-7862

numéro 21



X-523

automne 1983



Azoulay

L'armée sioniste envoie des milliers de Palestiniens dans les camps de concentration.

l'Union soviétique-Syrie-OLP au Liban». Ils pensent que la conquête du Liban par Israël, l'humiliation des Etats arabes et la dispersion des forces de l'OLP ont fondamentalement modifié l'équilibre des forces au Moyen-Orient. Haig exprimait le consensus dans l'administration Reagan quand il déclara que l'invasion israélienne fournissait «une grande opportunité stratégique» avec «la chance de tracer une nouvelle carte politique pour la région». Les démocrates libéraux étaient, comme d'habitude, encore plus ardemment pro-Israël que les républicains de droite. Une convention démocrate réunie pendant le siège de Beyrouth adopta à une écrasante majorité une résolution saluant la guerre de génocide de Begin/Sharon pour créer «une nouvelle opportunité pour construire une paix durable pour le peuple du Liban et une plus grande sécurité pour Israël» et aussi pour constituer «un coup sévère» porté au «terrorisme international» et à «l'influence soviétique».

Washington essaie de construire dans la région un «consensus stratégique» antisoviétique qui s'étendrait de Nairobi à Karachi et comprendrait les colonels de Bagdad, la monarchie saoudienne et l'Etat-garnison sioniste. L'impérialisme US réaffirme de plus en plus son rôle de gendarme du Proche-Orient et au-delà, et s'en vante. La Rapid Deployment Force [Force de déploiement rapide], formée de troupes américaines d'élite, dispose maintenant de bases, terminées ou en construction, en Egypte, au Kenya, en Oman et en Somalie. Les accords de Camp David signés en 1979 entre l'Egypte et Israël ont permis aux troupes américaines (sous couvert de «force d'interposition») de disposer d'une autre base dans le Sinaï.

Maintenant isolée et abandonnée par les régimes arabes, la direction nationaliste petite-bourgeoise de l'OLP a elle aussi embrassé la Pax americana. C'est Arafat qui a négocié l'entrée à Beyrouth des Marines américains, de la Légion étrangère française et des troupes italiennes. La Pax

americana signifie la continuation de l'esclavage capitaliste et de l'oppression nationale meurtrière pour les masses laborieuses du Proche-Orient. Aussi longtemps que les forces israéliennes et impérialistes restent au Liban il y aura d'autres Chatila et Sabra. La «force d'interposition» des Américains et de leurs alliés de l'OTAN a aussi dans le collimateur les forces syriennes soutenues par les Soviétiques; le Proche-Orient pourrait bien être le détonateur de la troisième guerre mondiale. Le Liban est devenu une ligne de front de la course à la guerre antisoviétique de Reagan. Le mouvement ouvrier international doit exiger: Marines américains, Légion étrangère française, troupes italiennes dehors! Non aux «forces d'interposition» impérialistes! Israël hors du Liban et des territoires occupés! Plus un sou, plus une cartouche pour les bouchers sionistes!

«Judéo-Nazisme»

A la fin juin de l'année dernière quatre éminents intellectuels israéliens ont tenu une conférence de presse pour condamner l'invasion du Liban par Begin/Sharon. L'un d'eux, Yeshayahu Leibovitz, chimiste distingué et rédacteur en chef de l'*Encyclopedia Hebraica*, parla du:

«(...)phénomène du judéo-nazisme qui se produit maintenant. Ce phénomène se développe parce que nous infligeons le régime de la conquête à un autre peuple(...). Nous ne pouvons pas construire ici une Rhodésie pré-Zimbabwe. Mais l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, 20 juin 1982, comprend trois millions de juifs et quatre millions d'Arabes dans la région entre Eilat et Beyrouth, et tout est soumis au pouvoir des juifs.»

— reproduit dans *Journal of Palestine Studies*, été/automne 1982

Dans la montée des protestations de secteurs de la population israélienne juive (limitées presque entièrement aux juifs d'origine européenne, les ashkénases) contre l'invasion du Liban, Israël a été fréquemment comparé avec l'Allemagne d'Hitler, en particulier par les survivants de l'holocauste nazi.

Ces protestations, que ce soit par les intellectuels lors des conférences de presse, les soldats revenant des horreurs du Liban ou les centaines de milliers de manifestants dans les rues de Tel Aviv, se sont situées principalement dans le cadre du sionisme. Leibovitz, par exemple, s'en prenait au «judéo-nazisme» de la manière suivante: «D'un point de vue de principe je demande si l'Etat d'Israël est ou non l'Etat des juifs.» Là on considère que la subjugation de quatre millions d'Arabes par l'Etat sioniste est néfaste parce qu'elle sape son caractère d'Etat basé sur la race.

L'idée que l'oppression millénaire du judaïsme européen pourrait être résolue à travers l'émigration de masse et l'établissement d'un Etat-nation juif était un rêve utopique réactionnaire qui ne rencontra initialement de soutien que parmi une frange de l'intelligentsia juive petite-bourgeoise. Ce furent la montée du fascisme allemand et la fermeture de toutes les frontières aux réfugiés juifs, y compris celles des impérialismes les plus «démocratiques» et de la Russie de Staline, qui transformèrent le sionisme en un mouvement de masse capable de constituer un pouvoir d'Etat au Proche-Orient. Ces événements réactionnaires et cataclysmiques étaient le produit de la longue agonie du

capitalisme dans laquelle les forces productives au niveau mondial sont entravées par l'Etat-nation et la propriété privée. A l'époque impérialiste les sionistes ne purent se tailler un nouvel Etat-nation qu'avec le soutien de l'une ou l'autre des puissances impérialistes. De la même manière que le sionisme a eu besoin de la victoire du nazisme pour acquérir une base de masse, il a eu besoin des méthodes du nazisme pour créer et maintenir un «Etat juif».

Le «judéo-nazisme» d'Israël n'a pas commencé sous le régime du sioniste de droite Begin mais avec les soi-disant travaillistes-sionistes qui fondèrent l'Etat israélien en terrorisant et en chassant les Arabes palestiniens. Les travaillistes-sionistes se sont toujours engagés à construire un Eretz Israël (Grand Israël) qui comprendrait la Cisjordanie. Et ils avaient aussi des ambitions vis-à-vis du Liban. En 1948 David Ben Gourion, le père fondateur de l'Etat d'Israël, écrivait qu'«un Etat chrétien devrait y être établi [au Liban] avec le Litani comme frontière sud» (cité par Michael Jansen, *The Battle of Beirut* [1983]). Le petit bonaparte Moshe Dayan, le protégé de Ben Gourion, continua à travailler sur les plans pour l'annexion du Sud-Liban et la transformation du reste du pays en protectorat israélien. Moshe Sharret, ministre des affaires étrangères en 1955, raconte qu'alors :

«D'après Dayan la seule chose qui était nécessaire c'était trouver un officier libanais, même un major ferait l'affaire. Nous devons soit gagner son cœur soit l'acheter pour qu'il se proclame le sauveur de la population maronite. L'armée israélienne entrerait alors au Liban, occuperait les territoires nécessaires et créerait un régime chrétien qui s'allierait avec Israël.»

— *Ibid.*

La terreur et le génocide de Begin/Sharon au Liban ont été préparés et planifiés pendant les trois décennies de régime travailliste-sioniste car l'Etat d'Israël a été créé au moyen de transferts de population forcés, tandis que le demi-million d'Arabes palestiniens qui restaient en Israël étaient d'abord soumis à la loi martiale puis traités comme des citoyens de troisième classe (la seconde classe est réservé aux juifs des pays arabes, les juifs orientaux ou

sépharades). Ce sont les travaillistes qui envoyèrent les soldats israéliens combattre aux côtés des impérialistes britanniques et français contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956. Ce sont les travaillistes qui au cours de la guerre de 1967, s'emparèrent de la Cisjordanie et de Gaza et soumirent le million et demi de Palestiniens qui y habitaient à la loi martiale et à des transferts de population forcés au moyen de l'expropriation des terres, de la colonisation sioniste et d'une campagne continuelle de terreur. Ce furent les travaillistes qui favorisèrent l'ascension d'Ariel Sharon, ce monstre assoiffé de sang qui devint le principal conseiller militaire du dernier gouvernement travailliste. Begin/Sharon ne firent qu'appliquer avec plus de brutalité et moins d'hypocrisie le programme d'expansionnisme et de génocide des travaillistes-sionistes.

Fissures dans la forteresse sioniste

Quand Begin envahit le Liban il avait avec l'opposition travailliste un appui solide. (Le parti travailliste n'est *aucunement* un parti ouvrier réformiste mais un parti bourgeois.) La deuxième semaine de la guerre une motion de défiance présentée à la Knesset (parlement) par le parti Rakah israélien (pro-Moscou) fut rejetée par 94 voix contre 3.

Mais à mesure que le blitzkrieg de Begin/Sharon s'étendait vers le nord à l'intérieur du Liban, semant la terreur de masse et la destruction, le moral de l'armée commença à s'effondrer; les officiers et les soldats protestèrent contre la guerre, un acte sans précédent au beau milieu d'une campagne militaire. Par exemple presque toute l'unité d'élite de commandos qui avait participé à la célèbre opération d'Entebbe signa une déclaration anti-guerre. A mesure que les soldats israéliens retournaient chez eux désillusionnés ou dans des cercueils, ces mouvements de protestation s'étendirent parmi la population ashkénase. Début juillet, la manifestation anti-guerre organisée par le groupe sioniste libéral Peace Now fit descendre 100.000 personnes dans les rues de Tel Aviv.

Dans le même temps Begin conservait le soutien des juifs sépharades, qui furent mobilisés dans des manifestations pro-guerre de centaines de milliers de personnes et aussi dans des bandes s'attaquant aux manifestations anti-guerre et aux rassemblements travaillistes. Humiliés et soumis à la discrimination par l'élite ashkénase, les sépharades (analogues en quelque sorte aux petit blancs du Sud des Etats-Unis) ont trouvé dans Begin et Sharon les Führers d'un mouvement sioniste clérical-fasciste.

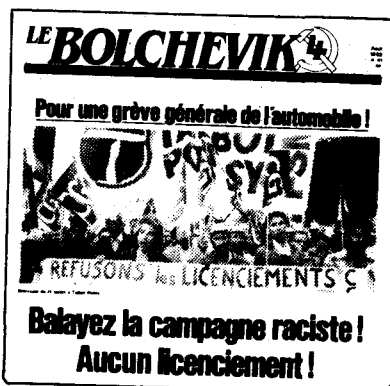
Cette guerre a fait s'effriter la forteresse sioniste. Les énormes tensions produites par la création de cette Sparte du Proche-Orient, avec sa faible population et sa base économique étroite bien que technologiquement avancée, ont maintenu Israël dans un perpétuel état de mobilisation guerrière, provoquant une inflation de 130% et une *émigration* juive quittant Israël que la presse hébraïque appelle déjà une nouvelle diaspora. Chaque nouvel arpent de terre arabe que conquiert l'Etat «juif», chaque Arabe supplémentaire qu'il soumet à son pouvoir exacerbent ces tensions qui menacent de faire exploser Israël. De plus, l'expansionnisme israélien menace de perturber le statu

Abonnez-vous!

Le Bolchévik

1 an—9 numéros
30F Europe
40F hors Europe
(avion 60F)

Abonnement,
commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France



Nom _____

Adresse _____



UPI

Les sionistes ont organisé le massacre de Sabra et Chatila après que les troupes impérialistes aient désarmé les commandos palestiniens.

quo réactionnaire au Proche-Orient. Ce sont ces considérations qui motivent la «modération» des travaillistes-sionistes et le pacifisme de «La paix maintenant». C'est aussi pourquoi les «colombes» et les «modérés» sionistes veulent remplacer l'armée israélienne qui occupe maintenant le Liban par davantage de forces impérialistes, surtout américaines.

Les trotskystes s'en tiennent à la position de *défaitisme révolutionnaire* envers Israël. Nous défendons les Palestiniens et les musulmans libanais contre la campagne de génocide de Begin, et nous savons que chaque perte infligée par les combattants de l'OLP contre la machine de guerre israélienne, chaque soldat israélien qui revient chez lui dans un cercueil rapproche le jour où la forteresse sioniste peut être renversée de l'intérieur. Pendant le siège de Beyrouth nous écrivions :

«Quelles que soient leurs faiblesses militaires, les combattants de l'OLP n'ont jamais manqué de courage. Bien que l'OLP ne puisse pas gagner une bataille frontale contre le juggernaut mécanisé israélien, il y a d'autres formes efficaces de résistance. Si l'OLP avait créé de petites unités de franc-tireurs pour s'en prendre aux soldats israéliens, même si elles devaient subir des pertes deux ou trois fois supérieures, la tension dans la société israélienne, avec sa psychologie de race de seigneurs, aurait été intolérable. La conception sioniste qu'un juif vaut des centaines d'Arabes est à double tranchant. L'enthousiasme guerrier des Israéliens sera sapé quand leurs cercueils commenceront à revenir par centaines et par milliers.»

— «Israel Out of Lebanon!», *Workers Vanguard* n° 308, 25 juin 1982

Les massives protestations anti-guerre en Israël ont ébranlé le mythe entretenu depuis toujours par les nationalistes arabes et leurs suivistes de la pseudo-gauche, qui veut que la population de langue hébraïque d'Israël n'est qu'une masse réactionnaire, et qu'Israël n'est rien d'autre qu'un «avant-poste» de l'impérialisme US, sans divisions internes sociales et de classe. Il faudra probablement de grands événements historiques comme la défaite et

l'humiliation d'Israël au cours d'une guerre ou une crise économique cataclysmique pour détacher un secteur des juifs sépharades des Begin et des Sharon et, de là, jeter les bases d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse en Israël. Pour qu'un tel processus soit possible il doit y avoir en Israël un noyau trotskyste qui se soit cristallisé parmi les ouvriers combattifs, les étudiants de gauche et les intellectuels, et particulièrement parmi la population arabe palestinienne opprimée. Ecrasez l'Etat sioniste! Rompez avec le nationalisme palestinien! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!

L'OLP embrasse la Pax americana

La fiction de l'«unité arabe» derrière la cause palestinienne a été enterrée en même temps que les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens tués par le blitzkrieg sioniste au Liban. Pas un seul régime arabe, même parmi les plus «radicaux», n'est venu aider les Palestiniens victimes de la terreur et du génocide de Begin/Sharon. Pendant le siège de Beyrouth Salah Khalaf (Abou Iyad), le numéro deux de l'OLP, s'exclamait avec une ironie amère : «C'est la première fois dans l'histoire que les pays arabes sont d'accord entre eux. Je fais référence à l'unité du silence, de la trahison et de se contenter de contempler ce qui se passe.»

La catastrophe libanaise n'est que le point culminant de dizaines d'années de trahisons des dirigeants arabes. Depuis le roi Abdallah en 1948 jusqu'à l'Egypte de Sadate et la Syrie d'Assad, les dirigeants arabes n'ont combattu Israël que pour partager les dépouilles de la nation palestinienne démembrée, tout en se comportant en oppresseurs des Palestiniens tout aussi sauvages que les Israéliens. Septembre noir en 1970, quand le roi Hussein, soutenu par les Américains et les Israéliens, écrasa la résistance palestinienne en Jordanie. Le massacre de Tel-el-Zaatar en 1976, quand les milices maronites libanaises, soutenues par la Syrie d'Assad (dont l'intervention se fit au nom de la Ligue arabe) ainsi que par Israël, massacrèrent des milliers de Palestiniens sans défense. Les accords de Camp David en 1979, sous l'égide des Etats-Unis, qui permirent à Begin/Sharon, en garantissant la frontière sud d'Israël avec l'Egypte, de concentrer leur machine de guerre contre les forces palestiniennes au Liban. Voilà les étapes sur la voie de Chatila/Sabra.

Cependant l'OLP a toujours cherché ses alliés parmi les dirigeants arabes au lieu des masses laborieuses arabes, en adoptant le nationalisme palestinien basé sur le principe de «non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes». Le nationalisme de l'OLP a empêché la lutte de classe du prolétariat palestinien et a canalisé des rébellions qui auraient pu prendre un cours révolutionnaire — en Jordanie en 1970 et au Liban en 1975 — vers des mouvements s'isolant d'eux-mêmes et qui furent aisément décapités, ce qui, au Liban, contribua par la suite à de sanglants affrontements inter-communautaires.

En Jordanie il existait en 1970 une situation de double pouvoir, qui ne pouvait évidemment pas durer longtemps, entre les commandos palestiniens et l'armée du roi Hussein. Il faut souligner que la *majorité* de la population de la

Jordanie et de l'armée royaliste était (et est encore) composée de Palestiniens. Cependant parmi les dirigeants de l'OLP, y compris les «radicaux» Georges Habache et Nayef Hawatmeh, aucun n'a fait appel aux soldats palestiniens de Jordanie, pas plus qu'ils n'ont essayé de saper la discipline et l'efficacité de l'armée royaliste. Au lieu de cela, au nom de l'«unité antisioniste», la stratégie de l'OLP visait à transformer le royaume hachémite, grâce à des pressions pacifiques, en un allié sûr de la cause palestinienne. De cette façon les masses palestiniennes furent politiquement et militairement désarmées avant le Septembre noir.

À la suite du Septembre noir les combattants palestiniens se concentrèrent au Liban, le seul pays arabe où ils pouvaient opérer avec quelque liberté. Début 1975 le Liban était au bord d'une révolution sociale qui aurait pu modifier radicalement la situation politique dans toute la région, et de la manière la plus immédiate, en s'étendant à la Syrie. Mais la direction de l'OLP subordonna ses forces aux chefs musulmans traditionnels, en particulier à Kamal Joublatt, le chef de la secte druze, préparant ainsi le terrain pour la guerre civile inter-communautaire entre, d'un côté, les musulmans libanais et les Palestiniens et, de l'autre, les chrétiens maronites. (Il est significatif que l'héritier de Kamal Joublatt à la tête du Mouvement national libanais, son fils Walid, ait déclaré que l'OLP était «finie» et appelé Arafat à se rendre au tout début de l'invasion israélienne.)

Durant les quinze dernières années, l'OLP a changé son axe de la «lutte armée» vers la diplomatie. Le groupe autour d'Arafat vit dans la guerre d'octobre 1973 et dans le boycott pétrolier un changement décisif dans l'équilibre des forces mondiales en faveur des régimes arabes (comme la plus grande partie de la gauche qui saluait ces deux événements). La stratégie de l'OLP devint la pression sur les régimes arabes pour faire pression sur les Etats-Unis pour faire pression sur Israël pour qu'il se retire des territoires occupés pendant la guerre de 1967, permettant ainsi l'établissement d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Après le blitzkrieg libanais d'Israël, la banqueroute

d'une politique de dépendance envers l'argent du pétrole saoudien et les résolutions de l'ONU était devenue claire pour tout le monde. Un éditorialiste du *Wall Street Journal* (8 juillet 1982) remarquait que :

«La leçon la plus dure pour M. Arafat maintenant est que la modération ne paie pas. La campagne menée par l'OLP ces huit dernières années pour limiter le terrorisme et rassembler un soutien international — qui a amené à l'envoi de représentations diplomatiques de l'OLP dans 85 villes et à sa reconnaissance par la plupart des nations du monde — n'a pas arrêté un seul char israélien.»

Abandonnés par les régimes arabes, les combattants de l'OLP, bien que terriblement en situation d'infériorité, sans aviation, sans marine et sans défenses anti-aériennes, se sont battus héroïquement. Même le fou furieux Begin craignit les conséquences de l'envoi des troupes israéliennes à l'intérieur de Beyrouth-Ouest pour éliminer les commandos de l'OLP. Il savait que l'importance des pertes israéliennes, dans de tels combats de rues, provoquerait probablement une explosion anti-guerre sur le front intérieur. C'est pourquoi Begin/Sharon arrêterent leur machine de guerre devant Beyrouth et appelèrent une force impérialiste dirigée par les Etats-Unis pour désarmer et disperser les combattants de l'OLP. Washington accepta volontiers. George Ball, analyste politique impérialiste, américain libéral, qui est favorable à une ligne plus dure contre l'expansionnisme sioniste, critiqua Reagan parce qu'il faisait le sale boulot d'Israël vis-à-vis de l'OLP : «Au lieu d'essayer d'arracher un engagement aux Israéliens, nous avons stupidement concentré nos efforts pour faire partir l'OLP. Autrement dit nous avons tiré gratuitement les marrons du feu pour Israël» (*Time*, 23 août 1982).

Arafat n'a pas fait capituler ses forces devant les Marines américains parce qu'il n'y avait pas d'autre alternative que le suicide, ainsi que l'affirment les apologistes de l'OLP comme le Socialist Workers Party américain. En négociant l'entrée des troupes impérialistes au Liban la direction de l'OLP continuait et approfondissait sa stratégie, établie de longue date, de pression pour une Pax americana et pour retenir Israël. Donc les Etats-Unis «reconnurent» finalement l'OLP en envoyant ses combattants dans des camps de concentration dispersés dans le monde arabe. Voilà la

The image shows four overlapping covers of the Spartacist magazine. The top-left cover is in French, with the headline 'Déclaration de la tendance spartaciste: L'ennemi principal est dans notre propre pays!'. The top-right cover is in Spanish, with the headline 'Movilización de Obreros y Negros sacada a Washington'. The bottom-left cover is in German, with the headline 'Solidarische Konterrevolution: Drang zur Mao-Revolution'. The bottom-right cover is in English, with the headline 'From El Salvador to Detroit: It is Desperately Necessary to Fight!'.

Spartacist

Organe du marxisme révolutionnaire

- Spartacist, édition française 5F
- Spartacist, deutsche Ausgabe 5F
- Spartacist, edición en español 5F
- Spartacist, English edition 5F

Commande:
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, NY 10116 USA

grande «victoire politique» que saluent les nationalistes palestiniens et leurs supporters enthousiastes dans la gauche.

Le résultat immédiat du tournant de l'OLP vers la Pax americana fut de laisser le demi-million de Palestiniens du Liban sans défense devant la terreur et le génocide des sionistes et leurs *Einsatzgruppen* locaux. Le massacre de Chatila/Sabra était prévisible et prévu dès le départ des Palestiniens qui gardaient les camps de réfugiés. Avant même que les corps de Chatila et Sabra aient été découverts, Arafat clamait que les Etats-Unis avaient violé l'accord conclu avec Philip Habib à l'époque du retrait de l'OLP pour protéger les camps. Mais qui, à part les libéraux pro-sionistes et les inconditionnels de l'OLP dans la «gauche», espérait réellement que les USA allaient protéger les réfugiés palestiniens? La vraie trahison a été celle d'Arafat et ceux qui ont appelé à l'intervention des troupes qui ont permis ce massacre. Cependant après Chatila/Sabra, les dirigeants de l'OLP réclamèrent encore (et obtinrent) une «force d'interposition» impérialiste.

Comme récompense pour avoir négocié l'arrivée des troupes américaines au Liban, Arafat eut droit au plan Reagan, qui ne reconnaît pas l'OLP, rejette le droit à l'autodétermination nationale des Palestiniens et propose une «entité» palestinienne à l'ombre des baïonnettes du roi Hussein, le boucher du Septembre noir. Ce plan américain pour un bantoustan palestinien sous un monarque hachémite a été salué par Arafat pour les «éléments positifs» qu'il contient et domine depuis l'activité diplomatique de l'OLP.

Quand Arafat visita la Jordanie à l'automne dernier pour négocier autour du plan Reagan avec son nouvel ami le roi Hussein, des militants palestiniens l'accueillirent aux cris de «Tu nous a trahis à Chatila». Et c'est bien ce qu'il a fait. Les militants palestiniens qui se révoltent contre la trahison d'Arafat doivent tirer les leçons politiques de la catastrophe libanaise dont le point culminant a été l'horreur du massacre de Chatila/Sabra. Ils doivent rompre avec le nationalisme arabe qui depuis 1948 a désarmé politiquement et militairement les Palestiniens face au génocide sioniste et à la répression brutale des Etats bourgeois arabes, actions toutes soutenues par l'impérialisme.

Le SWP américain soutient les Marines de Reagan

La plupart de la gauche américaine embrasse aussi la Pax americana au Proche-Orient, en soutenant que sa propre bourgeoisie impérialiste — la force la plus sanguinaire et la plus réactionnaire de la planète — peut jouer un rôle potentiellement progressiste dans la politique mondiale. Au fond, nous assistons là à une capitulation grossière de la gauche américaine devant la course à la guerre antisoviétique, dont la base idéologique a été établie avec la croisade des «droits de l'homme» de Carter. Il est grotesque de voir qu'en juin dernier a eu lieu la plus grande manifestation «pour la paix» (antinucléaire) dans l'histoire des Etats-Unis, et que n'y furent même pas mentionnées la guerre de génocide d'Israël au Liban et la terreur contre-



Le Bolchévik

Août 82 : les trotskystes français de la LTF s'opposent à l'envoi au Liban de la «force d'interposition» impérialiste.

révolutionnaire en Amérique centrale, toutes deux armées et soutenues par Washington.

Cette même prétendue gauche qui, il y a dix ans, attaquait Israël comme simplement un avant-poste de l'impérialisme US appelle aujourd'hui les Marines de Reagan à protéger les Palestiniens de l'armée israélienne. Les pseudo-socialistes qui il y a dix ans défendaient les actes de terreur indiscriminée de l'OLP et qui niaient que le peuple de langue hébraïque ait aucun droit à l'autodétermination nationale font maintenant cause commune avec les «colombes» sionistes qui pensent que la politique de Begin/Sharon affaiblit et met en danger la «sécurité» d'Israël.

Quand Begin vint prononcer sa harangue belliciste devant une conférence de l'ONU sur le désarmement (!) en juin dernier, le Workers World Party de Sam Marcy, apologiste par excellence des nationalistes du tiers-monde, organisa une manifestation qui réclamait une «action américaine efficace pour obtenir le retrait israélien». Cela à un moment où Begin proclamait solennellement que l'armée israélienne ne se retirerait du Liban que si, et seulement si, une force multinationale sous la direction des USA se chargeait à la place des Israéliens de réprimer les Palestiniens et de contrôler la frontière nord d'Israël. Eh bien, depuis, Reagan a montré aux partisans de Marcy ce qu'est une action efficace des USA au Liban.

Un autre ardent défenseur, dans la gauche américaine, de la mission d'«interposition» des Américains au Liban est le Socialist Workers Party (SWP), autrefois trotskyste. Son soutien sans réserve pour l'intervention militaire de l'impérialisme US dans le monde colonial marque une étape, même pour ce parti lamentable.

Après le massacre de Chatila/Sabra, une déclaration commune signée par le SWP et les sections française et italienne du Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel fut publiée dans *Inprecor* n° 134, 11 octobre 1982 («Déclaration commune de la LCR de France, de la LCR d'Italie et



Workers Vanguard

20 septembre 1982: A New York (à gauche) et à San Francisco (à droite) la Spartacist League et la Spartacus Youth League organisèrent des manifestations contre les atrocités sionistes de Sabra et Chatila.

du SWP des Etats-Unis à propos de la force internationale d'interposition»). Cette déclaration aux accents centristes admettait ce qui était devenu évident, que la force impérialiste «a démantelé les lignes de défense palestinienne à Beyrouth-Ouest», «laissant derrière elle une population désarmée face à l'armée sioniste, aux milices phalangistes et aux mercenaires du boucher Haddad».

Mais deux semaines plus tard le SWP prétendait qu'il n'avait jamais signé cette déclaration et l'attaquait violemment: «Une position impliquant que la politique de l'OLP a contribué dans quelque mesure que ce soit au massacre de Beyrouth-Ouest est scandaleuse» (*Inprecor* n° 137, 22 novembre 1982). D'après le SWP l'intervention impérialiste était *nécessaire pour protéger* l'OLP:

«Pour garantir que ces combattants ne seraient pas massacrés pendant la retraite, l'OLP a proposé qu'une force multinationale vienne à Beyrouth servir de tampon entre les Palestiniens et les troupes israéliennes qui encerclaient la ville.»

C'est bien sûr la même ligne que celle du département d'Etat américain, dont l'un des porte-parole se vantait que «Nous avons sauvé la peau d'Arafat à Beyrouth-Ouest» (*New York Times*, 15 octobre 1982).

Pour justifier son soutien à l'intervention militaire impérialiste au Liban le SWP utilise l'analogie suivante:

«Une analogie peut être faite avec les organisateurs d'une manifestation progressiste qui, confrontés à une attaque armée de forces de droite supérieures en nombre, appellent la police pour protéger les droits démocratiques des manifestants.»

Les Marines de Reagan, policiers du monde. Cette analogie a certainement une logique réformiste conséquente. Comme Trotsky le soulignait en 1934 dans «La guerre et la Quatrième Internationale», ces mêmes sociaux-démocrates qui soutiennent leur propre bourgeoisie dans la guerre comme «défenseur de la démocratie» appellent aussi fréquemment l'Etat bourgeois à désarmer les fascistes à l'intérieur. Mais ce qu'a fait le SWP est *pire*. Il soutient son propre Etat impérialiste quand il désarme, non les

fascistes libanais ou les forces armées de Sharon venues pour perpétrer un génocide, mais l'OLP!

Si l'aile mandéline du SU critique le virage public d'Arafat vers la Pax americana, elle n'en réaffirme pas moins qu'elle considère l'OLP comme le «représentant légitime du peuple palestinien» («La guerre du Liban: un tournant dans la situation au Moyen-Orient», *Inprecor* n° 135, 25 octobre 1982). Ces centristes rejettent la nécessité d'une direction prolétarienne — une avant-garde trotskyste pour arracher les militants palestiniens à la direction nationaliste petite-bourgeoise qui leur a ordonné de se rendre aux Marines US et à la Légion étrangère française.

Libération palestinienne à travers la révolution sociale

Les accords de Camp David de Jimmy Carter proposent l'«autonomie» palestinienne sous l'Etat sioniste. Le plan Reagan (similaire au plan Allon du Parti travailliste israélien) propose une «entité» palestinienne sous la Jordanie du roi Hussein, un pays encore plus dépendant, économiquement et militairement, de l'impérialisme US que ne l'est Israël. Les nationalistes de l'OLP demandent un Etat palestinien sur tout territoire dont se retirera l'armée israélienne.

Officiellement la position de l'OLP est que le mini-Etat de Cisjordanie n'est qu'un premier pas vers son programme maximum pour un «Palestine laïque et démocratique». Au nom de l'unité arabe et d'un nationalisme étroit, même ce programme maximum *exclut* les 1,2 million de Palestiniens de Jordanie — la majorité de la population. La «Palestine laïque et démocratique» de l'OLP serait limitée aux frontières du territoire sous mandat britannique avant 1947.

De plus des porte-parole de l'OLP ont récemment présenté le mini-Etat de Cisjordanie comme une *alternative*

à, et pas une étape vers, une «Palestine laïque et démocratique». Dans son interview avec la «colombe» sioniste Uri Avneri pendant le siège de Beyrouth, interview qui eut un grand retentissement, Arafat déclarait :

«La première solution que nous avons proposée en 1969 : que nous vivions tous dans un, seul Etat laïque et démocratique. Juifs, chrétiens et musulmans. Cela a été rejeté. En 1974 le CNP [Conseil national palestinien] a proposé une autre solution. OK, nous sommes prêts à vivre dans n'importe quelle partie de la Palestine dont se retireraient les Israéliens ou qui serait libérée.» [souligné par nous]

— reproduit dans le *Journal of Palestine Studies*, été/automne 1982

Il est grotesque d'imaginer un Etat palestinien véritablement indépendant coincé entre l'Israël sioniste et le royaume hachémite de Jordanie. Ce ne pourrait être qu'un bantoustan dans lequel Israël et les Etats arabes voisins parqueraient leurs populations palestiniennes indésirables, et une réserve de main-d'oeuvre surexploitée pour le capitalisme israélien. La population palestinienne de Cisjordanie est déjà dans une large mesure intégrée économiquement au capitalisme israélien. La moitié de la population active de Cisjordanie travaille en Israël. Un tiers des salariés de Cisjordanie sont employés en Israël depuis au moins dix ans. Non à un bantoustan de Cisjordanie/Gaza ! Autodétermination pour les Palestiniens et le peuple de langue hébraïque à travers un Etat ouvrier binational, dans une fédération socialiste du Proche-Orient !

Les Palestiniens ont un droit à l'autodétermination nationale qui s'étend non seulement à Ramallah et à Naplouse mais aussi à Haïfa, Tel Aviv et Amman. Comment ce droit peut-il être satisfait ? Quelles sont les forces sociales capables de détruire l'Etat sioniste et la Jordanie hachémite, qui à eux deux ont dépossédé le peuple palestinien ?

Le programme d'une Palestine démocratique-bourgeoise laïque (pour autant qu'elle ne soit pas simplement une couverture libérale pour le nationalisme arabe) est une utopie. Tous les secteurs de la bourgeoisie israélienne sont par leur nature même liés à un «Etat juif» basé sur l'exclusion raciale. Les «colombes» sionistes comme Avneri et l'ex-général israélien Matti Peled, que les dirigeants de l'OLP courtisent maintenant avec assiduité, ne concéderont aux Palestiniens tout au plus que la

Cisjordanie et Gaza. Ils sont dans une large mesure motivés par un désir de préserver le caractère «juif» de l'Etat israélien.

C'est seulement le prolétariat hébreu qui a la capacité de détruire la citadelle sioniste de l'intérieur et qui a aussi un intérêt vital à le faire. Car, si la classe ouvrière israélienne — et en particulier sa composante sépharade, très chauvine bien que relativement sous-privilegiée — n'est pas arrachée au sionisme, il n'y a pas d'avenir pour le peuple de langue hébraïque au Proche-Orient. La course sanglante de l'expansionnisme israélien fait des trois millions de juifs d'Israël le bouc émissaire automatique pour les dirigeants arabes qui cherchent à empêcher les 200 millions d'Arabes de la région de se soulever contre leurs exploitateurs dans leur pays. Et dans le contexte de la course folle de l'impérialisme US vers une guerre mondiale antisoviétique, l'expansionnisme israélien mènera directement vers une Masada nucléaire (la forteresse où les fanatiques hébreux de l'antiquité se suicidèrent en masse plutôt que de se rendre à l'armée impériale romaine).

Le conflit israélo-arabe est le produit de l'interpénétration historique de deux peuples sur le même territoire. Notre position sur cette question complexe a été élaborée pour la première fois dans l'article «Birth of the Zionist State : Part 2» [«La naissance de l'Etat sioniste : deuxième partie»], publié dans *Workers Vanguard* n°45, 24 mai 1974 :

«Il était clair que la constitution d'un Etat-nation indépendant, soit par les Arabes palestiniens soit par les juifs, se produirait en Palestine aux dépens de l'autre nation. Quand les populations nationales sont géographiquement interpénétrées, comme elles l'étaient en Palestine, un Etat-nation indépendant ne peut être créé que par leur séparation par la force (transferts forcés de population, etc.)»

Comment est-il possible à la fois pour le peuple de langue hébraïque et pour les Arabes palestiniens dépossédés d'exercer leur droit à l'autodétermination nationale ? Seulement à travers une Palestine binationale, dans une fédération socialiste du Proche-Orient. Pour voir que ce n'est pas un rêve utopique, regardez la Yougoslavie après la Deuxième Guerre mondiale. Les vendettas sauvages, nationales et ethniques, entre les Serbes et les Croates, par exemple, étaient plus anciennes et encore plus sanglantes que les hostilités entre les juifs et les Arabes au Levant.

Demandez

«Halte à la contre-révolution de Solidarność !»

Brochures en anglais, italien et espagnol

Prix: \$1,00 L1000 5F

En français: Collection complète des articles sur la Pologne du *Bolchévik* et de *Spartacist* édition française

Prix: 8F

Commande:

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, NY 10116 USA



Néanmoins, à la faveur de la Deuxième Guerre mondiale, un parti communiste composé largement de Serbes et de Monténégrins et dirigé par le Croate Tito réalisa une révolution sociale. En tant qu'expression du *pouvoir d'Etat prolétarien*, bien que bureaucratiquement déformé, la Yougoslavie jeta les bases de l'unité des peuples serbe et croate.

Les plusieurs millions de juifs du Proche-Orient pourront bien faire partie d'une avant-garde culturelle et technique extrêmement appréciable dans la région, mais pas séparés des masses arabes et opposés à elles. La clé au Proche-Orient est une direction communiste qui forge un cadre d'Arabes et de juifs israéliens unis dans la lutte contre les Begin et les Peres, les Hussein, Assad et Arafat. Seul un parti ouvrier internationaliste peut montrer la voie vers la paix et la satisfaction des droits nationaux pour tous les peuples du Proche-Orient.

Pour l'internationalisme révolutionnaire!

La division du Proche-Orient entre nationalismes réactionnaires opposés est un héritage non seulement de l'impérialisme mais aussi des trahisons du Kremlin et des partis communistes arabes. A la recherche d'une «coexistence pacifique» avec l'impérialisme et de la collaboration de classe avec les bourgeoisies arabes, les staliniens ont zigzagué dans l'opportunisme le plus grossier et contre-révolutionnaire. Ainsi ils ont capitulé devant les manifestations les plus arriérées du nationalisme arabe, par exemple avec le soutien du Parti communiste palestinien aux pogromes anti-juifs dirigés par des féodaux musulmans en 1929. Ensuite, après la Deuxième Guerre mondiale, le Kremlin fit un tournant et, au nom de la lutte contre l'impérialisme britannique, aida à réaliser le partage de la Palestine par l'ONU et arma l'Etat sioniste encore vacillant.

Cette trahison fit beaucoup pour alimenter l'essor du nationalisme arabe du type Nasser/baassiste dans les années 50. Mais le prestige de la Révolution d'Octobre était tel que, même après sa dégénérescence stalinienne, des secteurs-clé du prolétariat de l'Orient arabe se tournèrent vers les partis communistes qui se réclamaient frauduleusement de l'héritage bolchévique. Le plus grand crime des staliniens fut peut-être leur trahison de la révolution irakienne de 1958. Les masses insurgées, dirigées par les ouvriers du pétrole qui occupaient une position stratégique et aspiraient à leur propre Octobre, placèrent à leur tête le Parti communiste irakien. En réaction, selon la «doctrine Eisenhower» d'endiguement de l'«agression soviétique», les USA débarquèrent 10.000 Marines à Beyrouth, officiellement pour mater une rébellion libanaise menée par les musulmans. En fait les USA cherchaient à utiliser Beyrouth comme un point d'appui pour une intervention militaire en Irak où le prolétariat s'appêtait à prendre le pouvoir. Mais les impérialistes trouvèrent leur meilleur allié en la personne de Khrouchtchev qui recherchait la «coexistence pacifique» avec Eisenhower. Le Kremlin ordonna aux communistes irakiens de remettre le pouvoir au général Kassem et à ses officiers nationalistes, qui les récompensèrent en réprimant le Parti communiste irakien et ses partisans dans la classe ouvrière.

L'Irak, comme l'Iran, contient la clé qui peut ouvrir pour la région entière les chaînes de l'asservissement à l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste. Cette clé est le puissant prolétariat industriel, avec sa riche histoire de lutte de classe. Comme en Irak, les staliniens iraniens ont trahi nombre d'importantes occasions révolutionnaires, en particulier dans la période qui suivit la Deuxième Guerre mondiale. Sous le shah, l'Iran, avec sa bourgeoisie faible, son autocratie complètement corrompue, discréditée et isolée, avec un prolétariat petit mais puissant, avec un mélange explosif des questions agraire et nationale, ressemblait très étroitement à la Russie tsariste. Mais l'absence d'un parti bolchévique à la tête du prolétariat et le suivisme empressé des staliniens du Toudeh, des petits-bourgeois radicaux des fedayin et du reste de la gauche permit au clergé chiite réactionnaire de se placer à la tête des masses insurgées. Quand le trône vermoulu du shah était en train de vaciller, pendant l'hiver 1978-1979, la tendance spartaciste internationale fut la seule à avancer les mots d'ordre: «A bas le shah! A bas les mollahs! Pour la révolution ouvrière en Iran!»

L'opportunisme stalinien a été récompensé: aujourd'hui presque toute la direction du Parti communiste irakien a été pendue ou fusillée par ses «alliés» nationalistes du Baas; tandis que toute la direction du Toudeh a été emprisonnée et torturée par ce même imam Khomeiny envers qui ils faisaient preuve d'une si répugnante servilité. Au même moment les classes ouvrières de ces deux pays ont été précipitées l'une contre l'autre dans une guerre réactionnaire pour la conquête de territoires. Seule la tendance spartaciste internationale a, depuis le début de cette guerre, appelé au *défaitisme révolutionnaire des deux côtés*: prolétariat d'Irak et d'Iran, vos ennemis sont vos propres classes dirigeantes. Tournez les fusils contre eux et non contre vos frères de classe.

La bureaucratie du Kremlin a essayé de créer au Proche-Orient un tampon de pays «amis» ou «neutres» en soudoyant avec des armes et en aidant les régimes

**Maintenant disponible
en langue arabe:**

**A bas la terreur raciste!
Pleins droits de citoyenneté
pour les immigrés!**

Commande:
Le Bolchévick
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10,
France

2 F

réactionnaires de la région. Le résultat de cette politique est que des usines de munitions construites par les Soviétiques en Egypte sont utilisées pour équiper les rebelles afghans soutenus par la CIA afin qu'ils tuent des soldats soviétiques ! Les fusils soviétiques ont été utilisés par les baassistes irakiens pour tuer les Kurdes qu'ils oppriment, les communistes irakiens et les travailleurs iraniens. Les chars soviétiques sont utilisés par les baassistes syriens pour raser la quatrième ville du pays, faisant des milliers et des milliers de victimes. L'Union soviétique n'a pas levé le petit doigt pour aider les Palestiniens assiégés à Beyrouth, parce que l'existence de ce peuple, en particulier avec un mouvement armé indépendant, constitue un obstacle à la «coexistence pacifique» avec les Reagan et les Mitterrand, les Assad et les Hussein.

Le résultat de la collaboration de classe du Kremlin au Proche-Orient est que les Marines américains patrouillent à nouveau dans les rues de Beyrouth et que l'armée israélienne soutenue par les Etats-Unis tient l'armée syrienne et ses conseillers soviétiques à portée de fusil. Le

récent accord Begin-Gemayel-Schultz, qui a fait du Sud-Liban un protectorat israélien, était une provocation conçue pour être rejetée par Damas. Begin ronge son frein pour une guerre avec la Syrie, une guerre qui pourrait impliquer immédiatement leurs protecteurs respectifs. Si l'Union soviétique se trouvait directement impliquée dans une telle provocation militaire de l'impérialisme au Proche-Orient, la tâche urgente du prolétariat mondial serait la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique.

La question brûlante maintenant à l'ordre du jour est la direction politique révolutionnaire, en particulier pour le prolétariat d'Iran et d'Irak. Cela est programmiquement lié à la perspective de la révolution politique prolétarienne en Union soviétique, pour reforger l'alliance entre les masses du Proche-Orient opprimées par l'impérialisme et la terre de la Révolution d'Octobre. La révolution permanente au Proche-Orient est liée à la révolution socialiste dans les pays impérialistes, sans laquelle aucune conquête des opprimés ne peut être considérée comme assurée. ■

Presse de la tendance spartaciste internationale

Workers Vanguard

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$5/24 issues (1 year)

International rates:

\$20/24 issues—Airmail \$5/24 issues—Seamail

Spartacist Publishing Co.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartaco

Bollettino della Lega Trotskista d'Italia

ciascun numero L. 500

Walter Fidacaro

C.P. 1591

20101 Milano, Italie

Spartacist Britain

Marxist monthly newspaper of the Spartacist League/Britain

£2.00/10 issues

Spartacist Publications

PO Box 185, London WC1H 8JE, Grande-Bretagne

Australasian Spartacist

Monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand

\$3/11 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere

\$10/11 issues—Airmail

Spartacist Publications

GPO Box 3473

Sydney NSW 2001, Australie

Lanka Spartacist

Publication de la Spartacist League/Lanka en cinghalais

Illangai Spartacist

Publication de la Spartacist League/Lanka en tamoul

5F

Le Bolchévik

BP 135-10

75463 Paris Cédex 10, France

Le Bolchévik

Publication de la Ligue trotskyste de France

1 an (9 numéros): 30F Hors Europe 40F (avion: 60F)

L'étranger: mandat poste international

BP 135-10, 75463 Paris Cédex 10, France

Spartacist Canada

Newspaper of the Trotskyist League of Canada

\$2/10 issues

Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X8, Canada

Spartakist

Herausgegeben von der Trotskistischen Liga Deutschlands

Jahresabonnement 8,50 DM

Auslandsluftpostabonnement 10, DM (1 Jahr)

Postfach 1 67 47

6000 Frankfurt/Main 1, RFA

Pschk. Ffm 119 88-601

Verlag Avantgarde

Défense des Palestiniens! Ecrasez le génocide sioniste!

Israël, paras, marines, bersagliers, hors du Liban!

Nous publions ci-dessous une version légèrement abrégée d'un tract de la Ligue trotskyste de France distribué le 24 août 1982.

Les paras de Mitterrand ont débarqué au Liban, de retour dans cet ancien protectorat de la France pour surveiller la liquidation de l'OLP. Les troupes impérialistes prêtent la main aux Begin et Sharon pour l'expulsion des combattants palestiniens, les livrant aux Assad, Hussein et autres, les bourreaux arabes du peuple palestinien. En envoyant cette force de soi-disant «interposition» — engagée à l'avance à ne pas gêner une intervention israélienne contre des fedayin «réfractaires» — Mitterrand ajoute le Liban à Suez et à l'Algérie dans la longue liste de crimes impérialistes perpétrés par la social-démocratie française avec l'aval du PCF.

Le Liban ravagé ne connaîtra pas la paix à la suite de ce «règlement» impérialiste. Au contraire, pour les terroristes sionistes, prêts à faire table rase de villes entières pour atteindre leur but — l'extermination du peuple palestinien — l'écrasement de l'OLP n'est qu'un début. Les Palestiniens qui restent au Liban seront livrés sans défense aux tueurs réactionnaires maronites sous les ordres de l'occupant sioniste. Les troupes françaises ne sont pas arrivées à Beyrouth pour «régler la circulation» dans la rue du Général de Gaulle, comme l'ont fait les casques bleus au début de l'invasion israélienne (cf. la fameuse photo où l'on voit un lieutenant français dans la poussière des chars israéliens qu'il regarde passer). Cette fois, avec les fourgons français, vont arriver les vieux diplomates, les vieux spécialistes des magouilles byzantines beyrouthiennes, ce qu'ils ont exploité parfaitement pendant des décennies afin de «diviser pour mieux régner».

Leur expérience peut appuyer de façon très importante les canons américains et les paras français car, après que ces derniers auront terminé le travail avec les Palestiniens pour le compte du général Sharon, la question pour Israël et les impérialistes américains serait comment maintenir cette région extrêmement diversifiée et explosive de façon à pouvoir l'utiliser pour contenir l'influence soviétique dans la région. La prochaine cible des sionistes est bien la Syrie et, ultérieurement, en ligue avec les fauteurs de guerre antisoviétiques impérialistes, l'extirpation de toute influence soviétique dans le Moyen-Orient. Le débarquement des Marines et des paras à Beyrouth où, à quelques kilomètres vers l'est, ils vont s'affronter aux troupes syriennes armées par l'Etat ouvrier dégénéré de l'Union soviétique, pourrait transformer le Moyen-Orient en tête de pont pour la campagne de guerre contre l'URSS, menée par Reagan et appuyée par Mitterrand. Tous ceux qui se réclament du socialisme ou qui sont contre le génocide



Paris Match

Le tueur de masse Sharon accueille la Légion étrangère, un havre de paix pour les criminels nazis.

doivent exiger non seulement qu'Israël se retire immédiatement du Liban mais aussi «troupes impérialistes hors du Liban!»

Non, l'antisémitisme n'est pas l'antisionisme

Mais, pendant que les négociations traînaient et que les habitants de Beyrouth attendaient l'assaut final, l'attentat monstrueux de la rue des Rosiers [attentat à la bombe contre un restaurant juif à Paris qui fit six morts, le 9 août 82], perpétré par des tueurs au service de l'on ne sait qui, fait remonter les effluves pestilentiels de l'antisémitisme profondément enraciné dans la société française. Cette tuerie, froidement calculée, qui prenait pour cible la communauté juive, montre encore une fois à quel point le sionisme nourrit l'antisémitisme. Avec le génocide mené au Liban par le terroriste Begin, qui était un des responsables du massacre de Deir Yassin en 1948, chaque antisémite a son excuse maintenant.

Sous prétexte d'«antisémitisme» Action directe [qui n'était pas impliqué dans le massacre de la rue des Rosiers] mène une campagne de terrorisme qui prend pour cible les

quincailleries et les magasins juifs, singeant ainsi la «Nuit de cristal» des nazis de 1934. Nous dénonçons violemment ces actions et l'utilisation de termes qui appartiennent au mouvement ouvrier — c'est-à-dire l'antisémitisme — pour perpétrer des actes qui ne peuvent être que des actes racistes et antisémites et qui ont un résonnant profond dans ce pays. Dans la classe petite-bourgeoise, dans la paysannerie, y compris dans le mouvement ouvrier (un exemple parmi d'autres, le résultat du stalinisme), l'antisémitisme est largement répandu. Du lapsus de Barre après l'attentat de la rue Copernic où il a déploré que des citoyens français innocents aient été victimes, à la plainte de Defferre après la rue des Rosiers que des citoyens innocents ont pu mourir pour les causes étrangères, à l'insistance de Mitterrand à nier que c'était un attentat antisémite, une ligne passe : les juifs ne sont pas comme « nous », les « vrais Français ». Et cela dans le pays qui, pendant la guerre, a livré ses juifs volontairement et de la zone non occupée par les nazis aux fours et aux chambres à gaz. La classe ouvrière aurait dû éclater de rage en face de l'attentat de la rue des Rosiers.

Si Israël est le sous-produit des excès les plus barbares du capitalisme dans son agonie, la solution finale nazie et la fermeture des frontières par les pays impérialistes « démocratiques », l'Etat sioniste ne pouvait être découpé que dans le corps vif du peuple palestinien avec des méthodes hitlériennes : la terreur de masse et les transferts forcés de populations entières. Le sionisme est une « solution » capitaliste de génocide au profit de l'existence de deux peuples — les Palestiniens et le peuple de langue hébraïque — interpénétrés sur le même territoire. Si l'antisémitisme pendant des années a nourri le sionisme et continue à le nourrir, dans le sens inverse et dans un sens complètement imbriqué, le sionisme donne une justification à l'antisémitisme. Particulièrement dans la propagande stalinienne on peut trouver cette impulsion putride de vouloir présenter une politique qui est carrément antisémite, au nom d'un soi-disant antisionisme.

Le seul moyen de sortir de ce piège est la lutte unie du prolétariat hébreu avec ses frères de classe arabes contre leurs maîtres sionistes. La résolution authentiquement démocratique au problème d'oppression nationale dans le Proche-Orient (et pas une solution tout à fait bidon, comme la proposition pour un «bantoustan» palestinien dans la Cisjordanie), l'autodétermination pour les Palestiniens (qui devrait impliquer le territoire de la Jordanie) et pour le peuple de langue hébraïque, ne peut aboutir que dans le contexte d'une révolution socialiste dans toute la région et une fédération socialiste du Proche-Orient.

Le front populaire ouvre la voie à la réaction

Un bénéficiaire de l'attentat de la rue des Rosiers est la droite et les fascistes qui gueulent pour le renforcement de l'appareil policier. Mitterrand n'avait pas besoin de leur encouragement : il a dissous Action directe. Cette application de la loi de 1936 contre les «ligues armées» en vérité prend pour cible toute action d'autodéfense de la classe ouvrière, et doit être condamnée, tout comme cette loi répressive, le produit du premier front populaire.

Ce ne sont pas seulement les juifs qui sont les victimes

d'attentats racistes, et la violence meurtrière vise aussi de plus en plus fréquemment les travailleurs immigrés. La crise économique, le chômage qui jette dans le désespoir des couches de plus en plus larges de la population font courir le danger réel que des bandes fascistes trouvent un écho croissant parmi la petite-bourgeoisie enragée, touchée par la crise, et gonflent leurs rangs en proposant comme défouloir à ce désespoir des attaques contre tout ce qui n'est pas « français ».

Extirper le racisme et lutter contre les bandes fascistes est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière. Pour cela elle ne doit faire aucune confiance au gouvernement bourgeois de Mitterrand qui envoie les flics contre les travailleurs en lutte, ni aux bureaucrates du mouvement ouvrier qui s'efforcent de garder la classe ouvrière passive en face des attaques du gouvernement. Elle doit ne compter que sur sa force organisée en piquets de grève et en milices d'autodéfense pour empêcher qu'un seul de ses frères opprimés ne soit menacé par cette racaille.

Aujourd'hui c'est le front populaire qui pave la voie à la réaction en désarmant la classe ouvrière. Mais le PCF, responsable de l'odieuse affaire de Vitry [où un maire PCF fit attaquer un foyer de travailleurs immigrés à coup de bulldozer pour tenter de les en chasser], n'est pas une alternative pour ceux qui veulent se battre contre le racisme et la terreur fasciste.

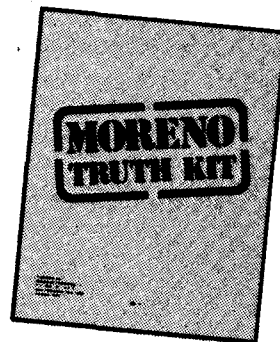
Les organisateurs de Vitry ont encore fouillé dans les poubelles du chauvinisme. En réponse à un porte-parole sioniste qui disait « La France a fait encore pis en Algérie », *L'Humanité* (9 août) déclare : « aucun gouvernement français n'a assiégé Tunis et massacré ses habitants » ! Mais ces propos ne font que refléter le refus du PCF à l'époque de lutter pour l'indépendance de l'Algérie où les mêmes paras, aujourd'hui au Liban, assiégeaient Alger.

La Ligue communiste révolutionnaire est aussi à plat ventre devant Mitterrand. Et ce en dépit de l'interdiction de

Moreno démasqué!

En espagnol

(également disponible en anglais)



Allemagne	DM 3,00	Espagne.....	100 ptas.
Angleterre.....	£0,80	France.....	10F
Australie, Canada, USA.....	\$1,50	Italie.....	L.1500
Colombie.....	\$70,00	Suède.....	10 Kr.

Commande: Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO, New York, NY 10116 USA

sa manifestation le 18 août : la LCR «s'étonnait» de cette décision alors que les mots d'ordre «n'étaient pas hostiles au gouvernement français» (*Libération*, 19 août). Depuis des semaines la LCR n'a soufflé mot, au moins pas dans un tract central, sur l'envoi des paras au Liban, ces tueurs contre qui ils ont manifesté en 1978 pendant l'intervention à Kolwezi [Zaïre]! Des appels répétés aux sanctions contre Israël, une stratégie de «solidarité avec les peuples palestinien et libanais qui se réduit à une pression sur Begin, cela rend très peu probable une prise de position contre l'envoi des troupes françaises au Liban. Si la LCR est aujourd'hui sur le point de carrément soutenir une opération militaire de son propre impérialisme, cela était bien préparé par son soutien à ce front populaire d'austérité et de guerre froide. Le 13 décembre dernier la LCR était la composante «gauche» de l'union sacrée qui s'étendait des fascistes à l'extrême-gauche en soutien à Solidarność, syndicat-maison qui roulait pour la CIA et les banquiers.

Pour la révolution permanente au Moyen-Orient

Si l'invasion du Liban par Begin a démasqué la logique de génocide du sionisme, elle a aussi démasqué les régimes bourgeois arabes, les «radicaux» comme les «modérés», comme ses collaborateurs indispensables. Les militants de gauche palestiniens et arabes doivent en tirer les leçons : la nécessité de la lutte de classe prolétarienne. C'est au nom du nationalisme que l'OLP et d'autres groupes palestiniens ont salué comme leurs alliés ces mêmes gouvernements arabes qui aujourd'hui se taisent ou les poignent dans le dos. Le mot d'ordre de «lutte contre le sionisme» dans la bouche des dirigeants arabes est un moyen de *détourner* la lutte de classes dans leurs pays alors que ces mêmes dirigeants ont trahi la cause palestinienne de mille façons de «Septembre noir» à Camp David en passant par Tal el Zaatar. L'ennemi principal est dans son propre pays!

La libération des Palestiniens ne peut pas être acquise au travers d'une lutte purement nationale ou d'un rapproche-

ment utopique quelconque entre «colombes» sionistes et «modérés» de l'OLP. Il faut que l'Etat sioniste et les Etats arabes bourgeois qui l'entourent explosent de l'intérieur par une lutte prolétarienne révolutionnaire. Les protestations massives contre la guerre en Israël font voler en éclats la théorie comme quoi toute la population de langue hébraïque d'Israël n'est qu'une masse homogène et réactionnaire, même si aujourd'hui ils ne dépassent pas le cadre du sionisme de «gauche». Une véritable solution au droit à l'autodétermination des Palestiniens est possible seulement au travers de la destruction de la monarchie hachémite et de l'Etat sioniste clérical. Ces deux Etats étaient taillés aux dépens du peuple palestinien. Les ouvriers d'Israël doivent rompre avec le sionisme et les ouvriers palestiniens doivent rompre avec l'OLP qui pourrait bien devenir leur oppresseur bourgeois. Déjà il y a un *prolétariat* palestinien important en Jordanie et dans les territoires occupés ainsi qu'en Israël. Pourtant, par le dogme nationaliste de «non-ingérence dans les affaires intérieures» des régimes arabes, l'OLP *empêchait* le prolétariat palestinien d'entreprendre les luttes de *classe* (même en Jordanie, où les Palestiniens sont la majorité) contre la monarchie hachémite avec sa base sociale tellement mince. Au lieu de cela, le nationalisme de l'OLP canalise les rébellions qui auraient pu prendre un sens révolutionnaire — Jordanie 1970, Liban 1975/76 — dans des mouvements auto-isolés et facilement décapités, contribuant au communalisme sanglant au Liban ultérieurement. Seul un parti avec une vision internationaliste et prolétarienne, basé sur le programme de la révolution permanente de Trotsky peut mobiliser les ouvriers juifs et palestiniens pour une lutte désespérément nécessaire pour une fédération socialiste du Proche-Orient.

- Pour la défense des Palestiniens !
- Non à la «solution finale» de Begin !
- Israël hors du Liban !
- Troupes françaises hors du Liban !
- Non aux «gardiens de la paix» impérialistes !
- Pas juifs contre Arabes mais classe contre classe !
- Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

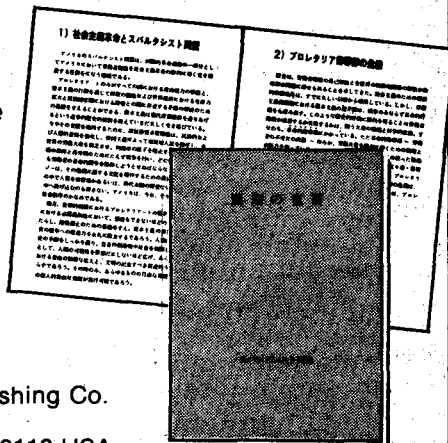
Ligue trotskyste de France, le 24 août 1982

Vient de paraître!

Déclaration de principes de la Spartacist League/US en japonais.

US\$.50

Commande :
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, NY 10116 USA

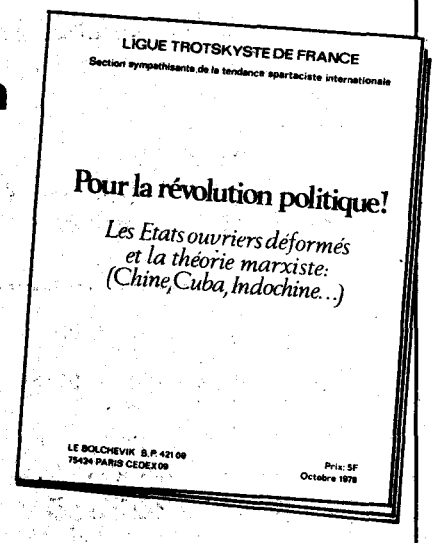


Pour la révolution politique!

La lutte de la Tendance révolutionnaire dans le SWP sur la question cubaine

5F

Commande :
Le Bolchevik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France



*Du Front national de Mossadegh
au pouvoir réactionnaire de Khomeiny*

Iran et Révolution permanente



Time

TRADUIT DE SPARTACIST, EDITION ANGLAISE,
n° 33, PRINTEMPS 1982

La dictature sanglante des ayatollahs chiites en Iran apprend tous les jours aux masses opprimées ce contre quoi la tendance spartaciste internationale (TSI) avait mis en garde dès le début de la «révolution islamique» : une fois au pouvoir Khomeiny ne serait pas moins réactionnaire que le shah. Quant le trône vermoulu du shah s'écroula fin 1978 et qu'il était clair que le puissant clergé islamique tenterait de s'emparer du pouvoir, la TSI fut la seule à avancer : «A bas le shah ! A bas les mollahs ! Pour la révolution ouvrière en Iran !» A l'époque, la prétendue gauche iranienne en exil dénonçait ce mot d'ordre comme fabriqué par la CIA et la SAVAK et essayait de casser nos meetings sur l'Iran, aux cris de «Vive Khomeiny !» Maintenant que Khomeiny a «remercié» de leur soutien des milliers de militants de gauche iraniens par l'emprisonnement, la torture et la mort, ces mêmes Iraniens qui attaquaient nos meetings attaquent maintenant les ambassades iraniennes aux cris de «Mort à Khomeiny !» et «Khomeiny est un autre shah !»

Sous le feu de la réaction cléricale islamique, la gauche iranienne a été forcée de débattre et reconsidérer ses différents programmes et perspectives. Les militants de gauche iraniens qui veulent trouver la voie de la révolution socialiste doivent rejeter la «révolution par étapes», la base programmatique de leur soutien à Khomeiny qui amène aujourd'hui beaucoup d'entre eux à embrasser la cause de Bani Sadr. Ce dogme part de la prémisse incontestable que dans les pays arriérés comme l'Iran, dont le développement économique et social a été retardé par l'esclavage impérialiste, les tâches historiques de la révolution démocratique-bourgeoise en Europe de l'Ouest, et en particulier la révolution agraire ainsi que l'indépendance et l'intégration nationale, restent à l'ordre du jour. De là on tire la conclusion complètement fautive qu'il doit y avoir une «première étape» au cours de laquelle la bourgeoisie coloniale (ou sa composante prétendument «progressiste» ou «anti-impérialiste») mènerait à bien la révolution



AP

Seul le prolétariat révolutionnaire peut libérer l'Iran de l'obscurantisme islamique et de l'arriération médiévale.

démocratique-bourgeoise. On remet la révolution socialiste à un avenir indéfini et on subordonne le prolétariat à la bourgeoisie «progressiste». Le dogme de la «révolution par étapes» a décapité la classe ouvrière depuis la Chine de 1926-27 jusqu'au Chili de 1970-73 et à l'Iran d'aujourd'hui.

Historiquement, le principal propagateur du dogme «étapiste» en Iran a été le parti stalinien pro-Moscou, le Toudeh, qui est depuis ses débuts pendant la Deuxième Guerre mondiale le principal parti de masse du prolétariat iranien. Aujourd'hui, le Toudeh continue à donner un soutien tellement servile à Khomeiny que ses cadres se battent coude à coude avec les sanguinaires pasdarans et des nervis fascistes du *Hesbollahi* pour assassiner les militants de gauche. Cependant, tout en flétrissant le Toudeh pour cette trahison, les opposants de gauche à Khomeiny, principalement la minorité des fedayin et le groupe maoïste-stalinien Peykar, adhèrent toujours à la méthodologie «étapiste».

Maintenant beaucoup de ces groupes voient dans le bloc d'opposition entre les moujahidin et Bani Sadr la nouvelle « première étape ». Répudiant ouvertement le marxisme et la lutte de classe, les moujahidin embrassent la voie islamique vers une société utopique. A la recherche d'une république islamique plus « démocratique », ils se sont tournés vers Bani Sadr en personne, qui fut pendant plus de vingt ans l'homme de paille laïque des ayatollahs et qui devait devenir le président de la sinistre république islamique de Khomeiny. Jusqu'à sa chute en juin dernier Bani Sadr servit loyalement son imam et la cause du chauvinisme perse — la preuve en est sa campagne de génocide contre les Kurdes, la guerre de conquête réactionnaire avec l'Irak et la terreur contre la gauche pendant l'« islamisation » des universités. Aujourd'hui l'opposition moujahidin/Bani Sadr se tourne vers les éléments « modérés » du corps des officiers du shah rebutés par le médiévalisme de Khomeiny.

Les fedayin populistes ont maintenant scissionné en une majorité pro-Khomeiny et une minorité de gauche qui a néanmoins laissé tomber ses critiques contre Bani Sadr pour se mettre à la remorque des moudjahidin. L'autre principal groupe de gauche anti-Khomeiny, Peykar, appelle à une « république populaire démocratique » et non à l'établissement du pouvoir prolétarien. La gauche iranienne est encore et toujours en train de courir après une bourgeoisie « progressiste », ses bourreaux de demain. Ainsi le prédécesseur idéologique des fedayin, Bizhan Jazani, a adopté une version de la « révolution par étapes » plus crue et plus opportuniste que celle prônée traditionnellement par le Toudeh.

Les faibles bourgeoisies indigènes de l'Orient sont dépendantes simultanément de l'impérialisme et du vieil ordre social semi-féodal. Comme le déclarait Trotsky en 1928 : « (...) plus on allait vers l'Orient plus mesquine et lâche devenait la bourgeoisie, et plus grandes les tâches qui incombent au prolétariat. » (*L'Internationale communiste après Lénine*). Même les révolutions sociales déformées en Chine, au Vietnam et à Cuba ont montré qu'à l'époque de l'impérialisme les tâches démocratiques-bourgeoises réclament comme préalable le renversement de la bourgeoisie. Cela a été démontré de la manière la plus claire dans la Révolution russe où les tâches démocratiques de la révolution bourgeoise ne furent pas abordées avant que la dictature du prolétariat soit établie. C'est là le coeur de la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

Toute l'histoire de l'Iran moderne montre clairement qu'à l'époque de l'impérialisme il n'y a pas de bourgeoisie progressiste. Chaque fois qu'a été posée la question de la transformation démocratique de la société iranienne — par la révolution constitutionnelle de 1905-1909, la République démocratique d'Azerbaïdjan de 1946 et particulièrement par le gouvernement de Front national de Mossadegh en 1951-53 — l'éveil politique des masses plébéiennes a poussé la bourgeoisie dans le camp de l'impérialisme et de la réaction. Pour les avocats de la « révolution par étapes » l'expérience de Mossadegh est d'une importance particulière car elle représente deux ans de confrontation continue avec l'impérialisme britannique puis mondial au sujet de la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company [société pétrolière anglo-iranienne]. Et cependant, malgré la popularité considérable de la confiscation des intérêts pétroliers étrangers, le coup d'Etat militaire/clérical



Au Deuxième congrès du Comintern, Lénine mettait en garde contre ceux qui donnent « une couleur communiste » aux mouvements de libération démocratiques-bourgeois tel que celui dirigé par le nationaliste Kuchek Khan (à droite) pendant la « république soviétique » de Gilan en 1920-21.



soutenu par la CIA et renversé par Mossadegh en août 1953 ne rencontra aucune résistance de masse. La « première étape » de Mossadegh fit le lit non de la révolution socialiste mais du retour du shah au pouvoir et de la création d'un des Etats policiers les plus répressifs du monde colonial.

A cause de la tiédeur de son opposition au shah après le coup d'Etat de 1953, le Front national perdit beaucoup de son autorité politique. Les avocats de la « révolution par étapes » en Iran ne purent trouver aucune alternative « démocratique-bourgeoise » au Front national pour servir de base à la « première étape ». A la place, ils se tournèrent vers le clergé chiite, pilier du vieil ordre féodal. A la recherche du Kérénsky perse ils finirent à la remorque des Cent-Noirs perses.

De la révolution constitutionnelle à la « république soviétique » de Gilan

Il n'y a probablement pas d'autre pays d'Orient où la perspective et la dynamique de la révolution prolétarienne aient été plus directement liées à la Révolution bolchévique russe qu'en Iran. Même pendant la « répétition » de 1905 la révolution russe provoqua une réponse massive chez le voisin du sud. Bien que les relations de classe aient été fondamentalement moins développées dans l'empire perse, avec un prolétariat insignifiant, la révolution constitutionnelle eut un caractère encore plus impétueux, concernant le pays tout entier, que les événements correspondants en Russie. La révolution constitutionnelle était dominée par les riches marchands et le haut clergé chiite (ulémas) qui cherchaient à défendre leurs privilèges et leur monopole

commercial contre la couronne et l'impérialisme britannique. Dans la constitution qui en résulta, le droit de vote était soumis à des restrictions censitaires considérables, refusé aux femmes, et les ulémas gardaient un droit de veto sur toutes les lois.

La révolution n'en déclencha pas moins un soulèvement plébéien de masse centré à Tabriz, la capitale de l'Azerbaïdjan iranien. Cette nation turcophone, divisée entre les empires russe et perse, était la courroie de transmission des mouvements révolutionnaires entre les centres prolétariens du Caucase russe, en particulier Bakou et ses champs pétrolifères, et la Perse.

Le Parti social-démocrate iranien, formé à l'origine de travailleurs immigrés perses dans le Caucase, joua un rôle actif dans la révolution constitutionnelle. Ce n'était pas vraiment un parti marxiste, mais il était fortement démocratique et laïque. Son programme ressemblait au «programme minimum» de la social-démocratie européenne et russe de l'époque: défense de la constitution, droits de vote égaux pour tous, la terre à ceux qui la travaillent, liberté d'expression, de réunion et de culte, droit de grève et journée de huit heures, enseignement obligatoire, etc.

Pour défendre même la constitution limitée contre la monarchie, les marchands et les ulémas durent faire appel aux masses plébéiennes qui, à Tabriz, furent organisées en milices armées. Quand le shah menaça de désarmer ces milices, toute la ville répondit par une grève générale de 30 jours. Quand l'armée du shah attaqua alors Tabriz, le Parti social-démocrate organisa des volontaires géorgiens, arméniens et russes trempés par la révolution russe de 1905 qui jouèrent un rôle décisif dans la victoire des forces constitutionnelles dans la guerre civile.

Le mouvement constitutionnel ne fut pas seulement écrasé par les troupes tsaristes russes envoyées en 1909, il fut aussi trahi par les forces mêmes qui l'avaient déclenché, les marchands et les ulémas qui se rendirent compte qu'ils avaient déchaîné des forces sociales qui pouvaient les balayer en même temps que la dynastie Qajar vermoulue. Ainsi, en 1909, ils formèrent un gouvernement de coalition avec des représentants de la monarchie.

Ces développements contre-révolutionnaires démolirent certains éléments de la direction social-démocrate qui évolua à droite, changeant symboliquement le nom du parti en Parti démocratique. La révolution russe de Février 1917 précipita une scission de gauche de membres mécontents du parti qui formèrent le parti Adalat (Justice) sous la direction de Jafar Pishevari et de Sultan Zadeh. Au début de la Révolution bolchévique ce parti avait plus de 6.000 militants dans le Caucase et dans le Turkestan.

Avec le renversement du tsarisme russe la dynastie Qajar, déjà fragile, perdit complètement le contrôle du nord de l'Iran. L'armée britannique intervint pour restaurer un semblant d'autorité et pour aider les armées blanches contre le gouvernement bolchévique. Mais quand les Blancs furent définitivement battus par l'Armée rouge au début de 1920, les Britanniques furent forcés de se retirer.

Pendant cette période, des mouvements provinciaux contre la présence de l'impérialisme britannique se propageaient à travers l'Iran, en particulier dans la province la plus septentrionale, Gilan. Un étudiant en théologie enturbanné, Kuchek Khan, vétéran de la révolution constitutionnelle, y prit la tête d'un mouvement pan-turc et pan-islamique appelé Jangali. Le parti Adalat envoya des forces importantes pour se battre aux côtés des nationalistes du Jangali contre les Britanniques. Kuchek commença par faire bon accueil à l'Armée rouge russe en mai 1920 et établit avec son aide une «république soviétique» de Gilan, un gouvernement de coalition avec l'Adalat. Le dirigeant du Jangali envoya ses salutations à Lénine, se solidarisant avec le «système idéal» de l'Internationale communiste.

Avec l'établissement de la «république soviétique» de Gilan l'Adalat tint un congrès et se transforma officiellement en Parti communiste de Perse (PCP). A ce congrès, Sultan Zadeh exprima ses pressentiments que l'alliance précaire entre les communistes et un mouvement religieux/nationaliste basé sur les propriétaires fonciers locaux, les marchands et le clergé islamique, ne tiendrait jamais.

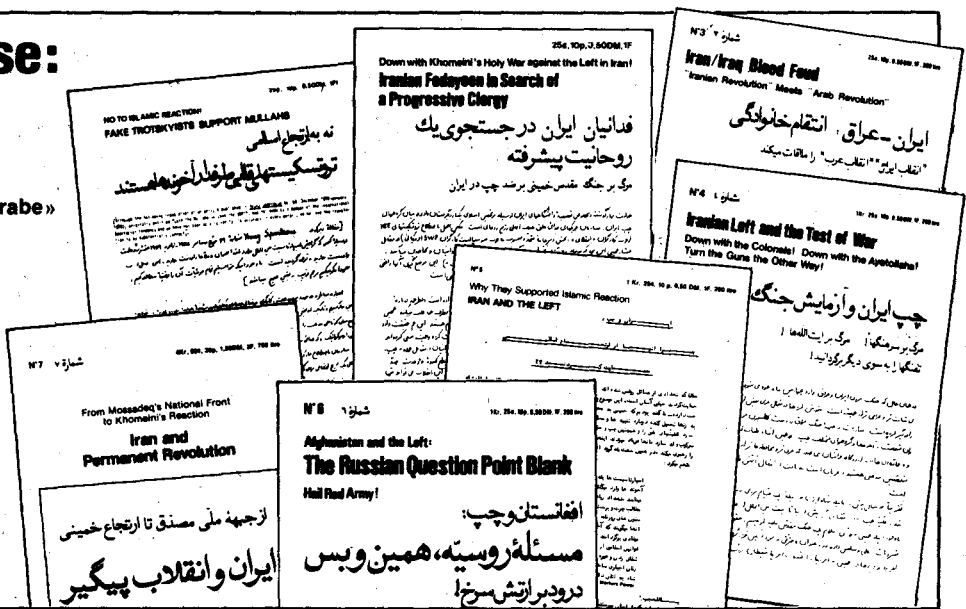
La création de la «république soviétique» de Gilan et du

Disponible en perse:

1. Les pseudo-trotskystes soutiennent les mollahs
2. Les fedayin en quête de clergé progressiste
3. La guerre Iran/Irak — La «révolution iranienne» rencontre la «révolution arabe»
4. La gauche iranienne à l'épreuve de la guerre
5. Pourquoi ils ont soutenu la réaction islamique: L'Iran et la gauche
6. L'Afghanistan et la gauche — La question russe à brûle-pourpoint: Salut à l'Armée rouge!
7. Iran et Révolution permanente

1F, 25¢, 10p, 0,50 DM, 200 lire, 1Kr.

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10, France
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, NY 10116 USA



PCP eut lieu à la veille même du Deuxième congrès de l'Internationale communiste. Les événements du nord de l'Iran fournissaient des conditions de laboratoire pour la discussion sur les questions nationale et coloniale, en particulier sur les relations entre les «mouvements démocratiques-bourgeois» et les partis communistes naissants dans les pays arriérés. Dans sa «Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale» (juin 1920), c'est presque comme si Lénine avait pensé à Gilan quand il réclamait :

«(...)combattre résolument la tendance qu'ont les mouvements d'émancipation démocratiques bourgeois des pays arriérés à se camoufler des couleurs communistes; l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements nationaux démocratiques-bourgeois dans les colonies et pays arriérés qu'à condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes pas seulement de nom, soient, dans ces pays, groupés et éduqués dans l'esprit de la mission particulière qui leur incombe : lutter contre les mouvements démocratiques-bourgeois au sein de leur nation.»

— *Oeuvres complètes*, volume 31 (5 juin 1920)

(Ce passage est tout à fait approprié quand on examine des groupes de gauche iraniens d'aujourd'hui comme les fedayin et Peykar qui sont *au mieux* des tendances de libération démocratiques-bourgeoises avec des «couleurs communistes».)

La formule algébrique de Lénine pour soutenir des mouvements nationalistes bourgeois afin de construire des partis communistes capables de lutter contre eux ne fut pas entièrement saisie par Sultan Zadeh, le dirigeant du PCP. Cependant Zadeh, en considérant les «thèses» de Lénine à la lumière de la révolution constitutionnelle et de quinze ans de lâchetés et de trahisons de la part des mouvements démocratiques-bourgeois iraniens, lançait une mise en garde qui devait s'avérer prémonitoire, et pas seulement pour l'Iran :

«Dans les Thèses, le point qui envisage le soutien au mouvement démocratique-bourgeois dans les pays arriérés ne fait référence, me semble-t-il, qu'à ces pays où ce mouvement en est à ses débuts. Si on devait essayer d'agir

selon les Thèses dans les pays qui ont déjà 10 ans ou plus d'expérience, là où le mouvement a déjà eu le pouvoir, cela voudrait dire amener les masses dans les bras de la contre-révolution. La tâche est de créer et maintenir un mouvement purement communiste en opposition à celui démocratique-bourgeois.»

— *Second Congress of the Communist International* (Londres, 1977)
[traduit par nos soins]

Le débat sur les mouvements de libération démocratiques-bourgeois subit un test immédiat dans le microcosme politique de la «république soviétique» de Gilan. A l'automne 1920, la coalition entre les nationalistes du Jangali et les communistes se désintégra bel et bien, malgré les tentatives de ces derniers pour la faire durer au cours de l'année suivante. Les récits stalinien de l'effondrement de la «république soviétique» de Gilan mettent en cause le «gauchisme» ou même le «trotskysme» de Sultan Zadeh. Zadeh, certes, menait une politique qui hâta l'éclatement de l'alliance PCP-Jangali, dont les mesures agraires radicales et une campagne antireligieuse comprenant la fermeture des mosquées et le dévoilement forcé des femmes. Mais cette alliance difficile n'aurait pas longtemps survécu, quelque politique qu'eût poursuivie le PCP. Et quand l'Armée rouge se retira en septembre 1921 Kuchek déclencha une campagne de terrorisme et de guérilla contre les communistes. Peu après, ce qui restait de la «république soviétique» de Gilan tombait aux mains des forces du gouvernement central conduites par leur nouveau chef, Reza Khan.

L'expérience de Gilan a défini les *limites* dans lesquelles les communistes peuvent aider les mouvements démocratiques-bourgeois et nationalistes révolutionnaires. Le front unique *militaire* entre l'Adalat et le Jangali était clairement principal et efficace. Il empêcha les Britanniques d'aider les Blancs, prépara le terrain pour le retrait des forces armées impérialistes et aida à établir une tête de pont pour étendre la Révolution bolchévique à l'Iran. Mais, sans la perspective d'une insurrection à l'échelle du pays, la prise du pouvoir par les communistes dans une

«Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste»

Notre défense trotskyste des Etats ouvriers dégénéré et déformés est inséparable de notre refus de l'impasse du «socialisme dans un seul pays». Cette brochure est une réaffirmation du programme marxiste révolutionnaire, dans lequel la défense de l'Union soviétique, la lutte pour la révolution politique prolétarienne et la perspective de la révolution socialiste internationale forment un tout indissociable.

Contenu :

- Les utopies réactionnaires de Bettelheim et Sweezy
- L'économie soviétique après les réformes de Liberman — Le capitalisme restauré ?
- Le mythe du «social-impérialisme»
- La théorie antimarxiste du «capitalisme d'Etat» — Critique trotskyste

10 F (Franco de port: 12 F)

Commande:

Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cédex 10 (France)

Pourquoi
l'U.R.S.S.
n'est pas
capitaliste

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale



Illustrated London News

1951, Téhéran : Les mobilisations de masse dirigées par le Toudeh furent l'élément-clé pour l'accession au pouvoir du nationaliste bourgeois Mossadegh.

province isolée n'était viable qu'aussi longtemps qu'ils bénéficiaient du soutien de l'Armée rouge. L'alliance *politique* entre le PCP et le Jangali, avec la formation d'un gouvernement commun, fut désastreuse car, une fois les troupes d'occupation britanniques parties, leurs programmes se révélaient complètement incompatibles.

La Deuxième Guerre mondiale : révolution et contre-révolution

Dans les conditions anarchiques de 1921, le cosaque russe Reza Khan, un aventurier encouragé par les Britanniques, fomenta un coup d'Etat militaire à Téhéran. Quelques années plus tard, il mettait fin à la fantomatique monarchie Qajar et se proclamait shah, fondant ainsi la nouvelle dynastie Pahlavi.

Contrairement à ce que beaucoup prétendent, le PCP ne fut pas réduit à l'insignifiance après la chute de la «république soviétique» de Gilan et la consolidation d'un nouveau pouvoir d'Etat central. Les communistes réorientèrent leurs efforts en direction du prolétariat iranien naissant, non sans succès. En 1929, par exemple, des organisateurs communistes vétérans dirigèrent une grève générale dans les champs pétrolifères du Khouzistan. Dans les années 30, une répression accrue fit perdre au PCP son identité en tant qu'organisation distincte; mais des syndicats illégaux dirigés par des communistes continuaient à fonctionner et à mener des grèves combatives. Se basant sur le travail antérieur du PCP, le Toudeh fut formé fin 1941, essentiellement par un groupe d'intellectuels de gauche, les «53», qui avaient été endurcis dans les prisons du shah dans les années 30.

A la faveur de la relative libéralisation qui se produisit après que les Britanniques aient forcé le pro-allemand Reza Khan à abdiquer en faveur de son fils et que l'armée soviétique ait occupé le nord de l'Iran, le Toudeh se développa de façon phénoménale. En 1944 il avait 25.000 militants. Il créa un Conseil central des syndicats unis d'Iran (CCSUI) qui, en 1946, revendiquait 186 syndicats affiliés et 400.000 membres. La force du Toudeh était concentrée dans le nord de l'Iran car il décourageait consciemment l'organisation du sud occupé par les Britanniques, en particulier des champs pétrolifères explosifs du Khouzistan, et ce dans le cadre de la subordination et de la suppression par Staline des luttes de classe dans les pays impérialistes «démocratiques» et dans leurs colonies pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Cependant il ne fait aucun doute qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale l'Iran avait atteint une situation pré-révolutionnaire dans laquelle le Toudeh aurait pu prendre le pouvoir. Le CCSUI était en fait un gouvernement dans le nord de l'Iran — il collectait les impôts, assurait la police et la justice, délivrait les visas, etc. De plus la présence soviétique donnait un énorme élan au soulèvement social. Mais l'Armée rouge qui avait pénétré en Iran en 1941 n'était pas l'armée révolutionnaire de Lénine et de Trotsky, et le Toudeh n'était pas un parti révolutionnaire. En dehors des questions touchant directement à la sécurité militaire, la politique de Staline envers l'Iran à cette époque avait un objectif central : obtenir de son gouvernement des concessions pétrolières et gazières similaires à celles détenues par l'impérialisme britannique.

Comme une tactique de pression pour réaliser cet objectif, Staline aida fin 1945 à constituer une «République démocratique d'Azerbaïdjan» dont le premier ministre était Jafar Pishevari. Bien qu'il ait été un des fondateurs du communisme iranien, Pishevari était au fil des ans devenu un simple nationaliste azerbaïdjanais, étroitement lié à l'ordre ancien. Quand le Toudeh et le CCSUI entrèrent dans son Parti démocratique d'Azerbaïdjan, récemment fondé, cette formation devint un front populaire par excellence allant des mollahs et des chefs tribaux aux organisateurs ouvriers stalinien.

Au cours de son année d'existence la République démocratique d'Azerbaïdjan réalisa des réformes sociales significatives et institua les droits nationaux. Pour la première fois dans l'histoire de l'Iran le droit de vote était accordé aux femmes; on institua la journée de huit heures ainsi que les assurances sociales. Néanmoins, pour conserver le caractère de collaborationnisme de classe large de la République démocratique, la réforme agraire fut extrêmement limitée. La paysannerie se révéla plus radicale que le régime nationaliste/stalinien. En maints endroits les paysans, contrairement aux décisions du gouvernement, cessèrent de payer la part de la récolte revenant au propriétaire; en d'autres endroits, ils partagèrent la terre non comprise dans la loi de réforme agraire. La République démocratique trahit les espoirs qu'elle avait éveillés parmi les paysans à un tel point que beaucoup d'entre eux acclamèrent avec enthousiasme le retour de l'armée iranienne et l'effondrement du régime de Pishevari.

Le Kremlin ne voulait pas d'une révolution en Azerbaïdjan, sur sa frontière sud. La révolution sociale en Azerbaïdjan aurait posé à brûle-pourpoint la question du pouvoir politique à Téhéran, perturbant ainsi le plan de

Staline, pour la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme anglo-américain après la guerre. De plus une révolution sociale en Azerbaïdjan aurait posé la question de l'autodétermination à l'intérieur de l'URSS. Un Azerbaïdjan iranien socialiste ne devrait-il pas être réuni avec l'Azerbaïdjan soviétique? Du point de vue du «socialisme dans un seul pays», la souveraineté de l'Iran, y compris l'assujettissement de ses nations minoritaires, était précieuse pour Staline et directement reliée à la préservation des limites territoriales de l'ancien empire tsariste.

L'Azerbaïdjan n'était qu'un pion pour faire pression sur Téhéran afin que ce dernier accorde à l'Union soviétique des concessions pétrolières. L'énorme poids social du parti Toudeh était une autre source de pression que manipulait Staline. L'Azerbaïdjan devait être troqué pour un prétendu régime prosoviétique à Téhéran. Staline choisit pour «ami de l'Union soviétique» le tristement célèbre Qavam, le fossoyeur de la révolution constitutionnelle! Qavam devint premier ministre en janvier 1946 et, quelques mois plus tard, négocia un accord pour le retrait des troupes soviétiques en échange d'une société pétrolière mixte irano-soviétique. Une clause non-écrite de l'accord stipulait que le Toudeh utiliserait sa grande autorité dans le prolétariat pour maintenir la paix sociale, et cette clause fut bientôt mise en pratique.

A la suite d'une grève victorieuse des ouvriers du pétrole

et des raffineries au Khouzistan, l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC) tenta d'attiser l'antagonisme traditionnel entre les ouvriers arabes, plus arriérés et non qualifiés, et les ouvriers perses afin de briser les syndicats pro-Toudeh. En autodéfense, le CCSUI appela à une grève générale à la mi-juillet. Après de sanglants combats de rue entre Arabes et non-Arabes, les milices du Toudeh prirent le contrôle de la ville-clé d'Abadan. A la demande pressante de Qavam, le Toudeh envoya alors son secrétaire général et le premier secrétaire du CCSUI à Abadan pour faire cesser la grève, bien que les revendications des ouvriers n'aient pas été satisfaites.

Une semaine plus tard, en récompense de cette trahison, Qavam fit entrer trois membres du Toudeh dans son cabinet. Mais juste deux mois plus tard, cet «ami de l'Union soviétique» purgeait ses ministres du Toudeh et s'en prit à la base syndicale du parti. Quand le CCSUI répondit par une grève générale de protestation d'une journée, Qavam fit arrêter des centaines de ses militants, occuper son siège et interdit son journal. (Pour une histoire détaillée de cette période, voir Ervand Abrahamian, *Social Bases of Iranian Politics: the Tudeh Party, 1941-1953* [1969].)

Ayant brisé le pouvoir des staliniens dans la capitale, Qavam lança une invasion de l'Azerbaïdjan. Pishevari, agissant peut-être sur les conseils de Staline, abandonna le pouvoir sans combat. Après un an d'existence la République démocratique d'Azerbaïdjan, qui avait suscité de si grands espoirs de la part des masses laborieuses de cette nation opprimée et à travers toute la «prison des peuples» iranienne, s'effondra, sacrifiée sur l'autel de la *realpolitik* contre-révolutionnaire du «socialisme dans un seul pays» de Staline.

tendance spartaciste internationale

Adresses:

Ligue trotskyste de France ...	Le Bolchévick, BP 135-10 75463 Paris Cédex 10 France
Spartacist League/Britain	Spartacist Publications PO Box 185 London, WC1H 8JE Grande-Bretagne
Trotzkistische Liga Deutschlands	Postfach 1 67 47 6000 Frankfurt/Main 1 RFA
Lega Trotskista d'Italia	Walter Fidaçaro C.P. 1591 20101 Milano, Italie
Spartacist League/U.S.	Spartacist League Box 1377, GPO New York, NY 10116 USA
Spartacist Stockholm	Spartacist Publishing Co. Box 4508 102 65 Stockholm Suède
Trotskyist League of Canada	Trotskyist League Box 7198, Station A Toronto, Ontario Canada M5W 1X8
Spartacist League of Australia/New Zealand	Spartacist League GPO Box 3473 Sydney, NSW, 2001 Australie

Mossadegh, le nationalisme bourgeois et le Toudeh

En 1946 le Toudeh jeta aux orties une occasion révolutionnaire. Pourtant l'Histoire allait donner à ce parti peu méritant une deuxième vie et une deuxième chance. Même après la débâcle de la participation au gouvernement de Qavam, le désengagement soviétique et le piteux effondrement de la République démocratique d'Azerbaïdjan, la masse du prolétariat iranien continuait à considérer le Toudeh comme *son* parti. En 1950, le *New York Herald Tribune* rapportait que plus d'un tiers de la population iranienne «soit est partisan du parti communiste local, soit le préfère à l'oligarchie au pouvoir». Bientôt la crise de la nationalisation du pétrole, sous le régime de Mohammed Mossadegh, allait créer à nouveau l'occasion de renverser cette oligarchie au pouvoir.

La crise du pétrole commença en 1949, quand une opposition dirigée par Mossadegh se développa au Majlis (parlement) contre un nouvel accord avec l'Anglo-Iranian Oil Company. Mossadegh ne prônait pas à cette époque la prise de contrôle par l'Iran du pétrole étranger mais simplement des accords de royalties plus favorables. Cependant, début 1951, en réponse à l'intransigeance britannique, il alla plus loin que réclamer un partage 50-50 et appela à une nationalisation pure et simple.

Mossadegh n'avait rien d'un populiste radical. C'était un

**Août 1953 :
Les nervis
des mollahs
à Téhéran
(à droite), fer de
lance du coup
d'Etat militaire-
royaliste qui mit
fin au régime
de Mossadegh
(ci-dessous).**



McGraw Hill



Der Spiegel

national était complètement bourgeois, sinon aristocratique, dans sa composition. Il était de plus composé de deux ailes distinctes et potentiellement antagonistes. Une aile séculière s'appuyant sur les technocrates, ingénieurs et fonctionnaires occidentalisés. Une figure représentative de cette tendance était l'ingénieur Mehdi Bazargan, ministre de l'éducation de Mossadegh et plus tard, pendant une courte période, premier ministre de Khomeiny. Le Front national contenait aussi une aile religieuse, dirigée par l'ayatolla Kashani, basée sur les étudiants en théologie, les mollahs des mosquées et les négociants, les artisans et les commerçants du bazar. Plus d'un tiers de la première délégation du Front national au Majlis était composé de mollahs. Le Front national était ainsi un bloc instable de la bourgeoisie traditionnelle du bazar, dominée par le clergé, et de la bourgeoisie technocratique moderne subventionnée par l'Etat. Ils étaient temporairement unis par leur opposition aux Britanniques, la revendication de la nationalisation de l'AIOC et l'hostilité à l'administration du shah. Le Front national n'était pas républicain (à aucun moment Mossadegh ne réclama l'abolition de la monarchie). Et tant ses ingénieurs que ses mollahs courtoisaient assidûment l'impérialisme américain.

Au début, le Toudeh ne se rallia pas à Mossadegh et à sa campagne pour la nationalisation de l'AIOC (ce qui fut plus tard la cause de nombreux *mea culpa* pour «sectarisme gauchiste»). La montée du Front national coïncidait avec l'apogée de la polarisation de guerre froide entre Washington et Moscou. Dans ce contexte global, le Kremlin et ses partisans iraniens voyaient la campagne de nationalisation de Mossadegh comme un instrument de l'impérialisme US dans sa rivalité avec les Britanniques. Six mois après l'arrivée au pouvoir de Mossadegh, un des journaux du Toudeh résumait ainsi l'attitude du parti envers le nouveau régime :

«Le Dr. Mossadegh et ses amis du soi-disant Front national dansent au rythme de l'impérialisme américain. Ils n'ont pas d'autre intention que d'arranger une victoire rapide des pétroliophages américains dans leurs campagnes contre la Grande-Bretagne impérialiste.»

— cité dans Richard W. Cottam, *Nationalism in Iran* [1964]

Mais, malgré l'hostilité initiale des staliniens au Front national, ce dernier dépendait du Toudeh pour les mobilisations de masse qui l'avaient porté au pouvoir et qui allaient l'y maintenir plus de deux ans. Car les masses laborieuses ne suivaient que le Toudeh et ne suivaient la bourgeoisie que quand le Toudeh suivait la bourgeoisie. Pendant que Mossadegh discourait au Majlis, le Toudeh était forcé par sa base prolétarienne combative de diriger d'énormes grèves et manifestations qui réclamaient la nationalisation du pétrole. En mars 1951, le licenciement de 500 ouvriers du textile provoqua une grève de 10.000 ouvriers qui arrêta les métiers d'Ispahan, grève qui réclamait la nationalisation du pétrole ainsi que la satisfaction de revendications économiques immédiates. Le mois suivant, face à la loi martiale, Abadan fut paralysé par une grève générale. Toutes ces grèves virent des affrontements sanglants avec l'armée.

Effrayé par cette vague de combativité prolétarienne, le shah nomma Mossadegh premier ministre le 28 avril et l'AIOC fut nationalisée en mai. La réponse du cartel pétrolier mondial fut de refuser d'acheter le pétrole iranien maintenant propriété d'Etat, privant ainsi le pays de sa

propriétaire terrien extrêmement fortuné et un membre de l'aristocratie iranienne liée à l'ancienne dynastie Qajar. Figure de proue de la politique iranienne depuis la révolution constitutionnelle, il avait 70 ans quand il devint premier ministre en 1951. Son mépris de la monarchie Pahlavi n'était pas celui d'un démocrate mais d'un membre de la noblesse héréditaire envers un parvenu bonapartiste. Mossadegh n'était pas un «ami de l'Union soviétique» et à vrai dire il avait été, au Majlis, au premier rang de l'opposition à la création d'une société pétrolière irano-soviétique. Maintenant il cherchait à s'attirer le soutien de l'impérialisme américain contre les intérêts pétroliers britanniques. Pendant la période où ce héros du nationalisme bourgeois iranien était premier ministre, la mission militaire US s'agrandit et l'aide américaine fut augmentée.

Mossadegh arriva au pouvoir à la même époque que Nehru, Sukarno et Nasser. Le bain de sang impérialiste de la Deuxième Guerre mondiale ouvrit aux masses coloniales la possibilité de se soulever et revendiquer l'indépendance nationale. A cause de la naïveté et de l'opportunisme de leurs directions nationalistes, ces mouvements considéraient fréquemment les Etats-Unis comme un allié contre les anciennes puissances coloniales comme la Grande-Bretagne, la France et la Hollande.

Le Front national de Mossadegh n'était cependant pas un mouvement nationaliste de masse du genre du Parti du Congrès indien ou du péronisme argentin. Formé en 1949 comme un bloc de différents délégués au Majlis, le Front

principale source de revenus à l'exportation. Les appels incessants de Mossadegh aux administrations Truman puis Eisenhower ne furent d'aucune utilité pour briser le boycottage des «Sept soeurs» qui étranglaient progressivement l'économie.

Malgré les penchants pro-américains de Mossadegh, c'était le devoir des révolutionnaires de défendre la nationalisation de l'AIOC contre les représailles impérialistes; exactement comme Trotsky soutenait l'expropriation (plus radicale) des intérêts pétroliers britanniques au Mexique par le nationaliste militant Lázaro Cárdenas à la fin des années 30. Une politique de classe prolétarienne indépendante défendrait ces *actes* anti-impérialistes sans donner un iota de soutien politique aux régimes bourgeois-nationalistes, c'est-à-dire anti-ouvriers, qui les entreprennent.

À part les nationalisations, Mossadegh n'entreprit aucune réforme significative. Sa loi électorale renforçait l'influence des ulémas et excluait les femmes du droit de vote. Pour se concilier le bazar et la hiérarchie islamique, il réduisit les impôts sur le petit capital et interdit l'alcool. Sa «réforme agraire» consistait en une modeste limitation des loyers et ressemblait aux «réformes agraires» bidons des juntes latino-américaines soutenues par les USA.

Dans le même temps, la vague de radicalisme prolétarien qui avait propulsé le Front national au pouvoir ne retombait pas. Les tentatives de Mossadegh de la supprimer avec ses lois de «stabilisation sociale» interdisant les grèves ne firent que pousser davantage de travailleurs vers le Toudeh. L'influence grandissante du Toudeh sous le régime du Front national convainquit l'impérialisme US qu'aussi pro-américain Mossadegh soit-il, personnellement il n'était pas suffisamment brutal et réactionnaire pour s'occuper de «la menace communiste».

Parce que Mossadegh ne toucha pas aux relations sociales barbares et féodales à la campagne, les propriétaires fonciers, les chefs tribaux et les mollahs de province envoyèrent au Majlis, aux élections du printemps 1952, des opposants de droite au Front national. Mossadegh suspendit ces élections en cours de route, plongeant le pays dans une crise parlementaire. Se rendant compte qu'il devrait s'appuyer sur les masses ouvrières dirigées par le Toudeh ou sur l'armée pour rester au pouvoir, Mossadegh tenta de gagner contre le shah la loyauté des forces armées et réclama le ministère de la guerre. Quand le shah refusa, Mossadegh démissionna en signe de protestation et le monarque nomma premier ministre le vieux réactionnaire Qavam. A ce moment le Toudeh avait décidé de jeter tout son poids du côté du Front national. Qavam resta en place quatre jours, le temps qu'une grève générale de masse dirigée par le Toudeh à Téhéran ne force le shah et le Majlis à rappeler Mossadegh.

Mossadegh revint au pouvoir déterminé à assumer des pouvoirs étendus, à amener l'armée sous son contrôle et faire plier l'autorité du shah. Il prit le contrôle du ministère de la guerre, purgea quelques officiers, transféra plus de 10.000 soldats dans la gendarmerie sur laquelle il avait davantage de contrôle formel, réduisit le budget de la famille royale et ordonna à la puissante et sinistre soeur du shah, la princesse Achraf, de rester à l'étranger. L'opinion libérale parlait de la transition de l'Iran vers une «monarchie constitutionnelle».

Bien que Mossadegh ait été bien moins radical



Illustrated London News

Un ministre du Front national s'adressant aux ouvriers du pétrole en 1951, peu après la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil.

qu'Allende, les événements d'Iran pendant l'année 1953 ressemblaient aux derniers jours de l'Unidad Popular chilienne en 1973. Le boycottage pétrolier international poussa la bourgeoisie et des secteurs de la petite-bourgeoisie dans l'opposition, contre Mossadegh, alors que la détérioration des conditions économiques menait les masses plébéiennes au désespoir. La polarisation de classe devenant plus aiguë, l'ayatollah Kashani et ses partisans scissionnèrent du Front national et rejoignirent l'opposition royaliste. Kashani claqua la porte du Majlis en réclamant que Mossadegh soit pendu. À gauche l'influence du Toudeh continuait à croître. Le jour anniversaire de la grève générale de 1952, les manifestations du Toudeh étaient 10 ou 15 fois plus importantes que celles du Front national.

Le 13 août, le shah annonça que Mossadegh allait être remplacé par le général Zahedi, soutenu par les Américains, et deux jours plus tard il ordonna l'arrestation du dirigeant du Front national. La Garde impériale attaqua le domicile de Mossadegh mais ne réussit qu'à se faire cerner et désarmer par des unités loyales de l'armée. Le shah s'enfuit alors à Rome.

Le 16 août, le Toudeh fit descendre des dizaines de milliers de ses partisans dans la rue en défense de Mossadegh. Les manifestants pro-Toudeh déboulonnèrent les statues du shah et réclamèrent la fin de la monarchie. À l'époque, presque tous les observateurs remarquèrent que le Toudeh aurait pu ce jour-là prendre le pouvoir. Mais les staliniens comptaient sur Mossadegh pour réaliser la «révolution démocratique». Par contre, Mossadegh fit appel à l'armée pour réprimer le Toudeh. Sepehr Zabih, correspondant du *Times* de Londres à Téhéran à l'époque du coup d'Etat, écrivait :

«Refusant la résistance armée à la contre-révolution réclamée par les communistes, il [le gouvernement de

Front national] ordonna par contre à l'armée de réprimer les émeutiers du Toudeh dans la capitale. En même temps qu'elle le faisait l'armée se tourna contre le gouvernement, jouant ainsi un rôle décisif dans la journée d'émeutes sanglantes qui aboutit à la victoire royaliste-militaire.»

— *The Communist Movement in Iran* (1966).

Une figure-clé de cette victoire royaliste-militaire fut le général Fazlollah Zahedi. Comme Pinochet au Chili, Zahedi était considéré par les forces de Mossadegh comme un officier «constitutionnel» et même comme assez proche du Front national pour participer à son premier cabinet et pour être nommé à la tête de la «loyale» gendarmerie. Et pourtant, au milieu de 1952, il travaillait en étroite collaboration avec les conseillers militaires américains et avec la CIA qui préparaient le renversement de Mossadegh.

Mais l'armée ne passa à l'action qu'après que les manifestants pro-shah aient envahi les rues de Téhéran le matin du 19 août. Cette manifestation était organisée par l'ayatollah Kashani et son réseau de jeunes nervis cléricaux-fascistes, le *chaqu keshan*. Richard Cottam, qui servit deux ans comme «observateur politique» à l'ambassade américaine en Iran, put observer : «la foule venant des bas-quartiers du sud de Téhéran qui apparut le 19 août 1953 et permit la victoire des généraux de droite de l'armée sur Mossadegh était dirigée par les mollahs et le *chaqu keshan*» (*Nationalism in Iran*). Aujourd'hui la prétendue gauche qui invente un «clergé chiite progressiste, anti-impérialiste» garde le silence sur le rôle des mollahs et du *chaqu keshan* dans le renversement de Mossadegh. Et aujourd'hui l'opportunisme du Toudeh l'a amené à se battre aux côtés des hezbollahis, les descendants du *chaqu keshan*, pour défendre une sanglante théocratie réactionnaire.

De Mossadegh à Khomeiny : la recherche d'une bourgeoisie «progressiste»

Une fois de plus, comme en 1946, le Toudeh, qui avait les ressources sociales suffisantes pour écraser la réaction et mener le prolétariat au pouvoir, subit sans combattre une ignominieuse défaite. Mais, contrairement à ce qui s'était passé après 1946, le Toudeh n'aura maintenant plus l'occasion de recommencer. Le 19 août 1953 marquera le début d'un Etat policier impitoyable qui allait systématiquement et brutalement écraser le Toudeh comme parti de masse, le réduisant à une clandestinité profonde et à l'impuissance pour presque vingt ans.

Les effectifs du parti tombèrent de 25.000 à moins de 4.000 en janvier 1954. Le parti était tellement démoralisé que des cadres dirigeants passèrent à l'administration du shah et à la police secrète. Conséquence de cela, une organisation militaire secrète de plus de 600 officiers fut découverte. Au lieu d'utiliser ce réseau occupant une place stratégique pour le renseignement et pour préparer une insurrection prolétarienne, le Toudeh se berçait de l'illusion qu'il pourrait gagner la plupart des officiers du shah. Il ne manquait pas seulement au Toudeh un appétit pour exercer un pouvoir politique indépendant, mais même l'instinct de conservation.

L'effet à long terme du coup d'Etat d'août 1953 sur le Toudeh fut de renforcer l'opportunisme du parti, préparant le terrain pour sa transformation en troupes de choc de la réaction cléricale chiite. En 1960 il réclamait «un régime de démocratie nationale représentant(...) les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie (artisans et commerçants), les intellectuels, les fonctionnaires et les capitalistes nationaux». Le principal porte-parole de cette ligne était le secrétaire du comité central Nureddin Kianuri qui, en 1976, plaidait pour une alliance avec «les forces sociales en Iran qui, bien qu'elles soient très loin de la gauche et même de quoi que ce soit de démocratique, désirent se débarrasser du régime actuel» («Alignment of Class Forces at the Democratic Stage of the Revolution», *World Marxist Review*, février 1976). En janvier 1979, à la veille de la conquête du pouvoir par les mollahs, Kianuri fut nommé secrétaire général et déclara son soutien au Conseil révolutionnaire de Khomeiny et la totale compatibilité du programme de son parti avec le programme d'action des ayatollahs.

Le soutien du Toudeh à la bourgeoisie «nationale» faisait partie intégrante de la politique globale du Kremlin. Mais en Iran le Kremlin étendait la bourgeoisie «nationale» jusqu'au shah lui-même ! Quand le shah visita Moscou en 1965, en gage d'amitié des militants du Toudeh en exil furent rapatriés en Iran pour y être exécutés ! Le shah retourna à Téhéran avec, en plus du sang du Toudeh, la promesse d'une aide économique soviétique significative.

L'opportunisme criminel du Toudeh et du Kremlin provoqua dans les années 60 une série de scissions en direction du maoïsme et du guérillisme tiers-mondiste. Bien qu'elles fussent plus militantes que le Toudeh réformiste, ces tendances étaient largement formées d'intellectuels petits-bourgeois et elles partageaient des conceptions essentiellement populistes. La scission certainement la plus importante du Toudeh fut dirigée en 1963 par Bizhan Jazani. Son groupe fut l'une des composantes qui fondèrent en 1971 l'Organisation des guérilleros fedayin du peuple iranien ou fedayin. Homme politiquement intègre, courageux et doué, Jazani fut arrêté après le coup d'Etat d'août 1953 et passa la majeure partie du reste de sa vie dans les geôles et les chambres de torture du shah où il fut assassiné en 1975. Même dans les cachots de la SAVAK il fut un écrivain prolifique.

Il y écrivit ce qui est probablement l'histoire du Toudeh la plus honnête produite par la gauche iranienne, *The History of Contemporary Iran*. En pensant aux maoïstes et autres groupes pro-Staline Jazani remarquait qu'ils «ferment les yeux sur les erreurs commises non seulement en Iran mais dans beaucoup d'autres parties du monde dans les années 40; ils n'ont aucune critique à faire au sujet de la politique adoptée par les Russes sous la direction de Staline». Bien sûr les crimes de Staline n'étaient pas de simples «erreurs» et ils n'ont pas commencé dans les années 40, mais au moins Jazani pose ici les questions historiques et programmatiques décisives pour les révolutionnaires.

Cependant Jazani démontre combien peu il avait réellement rompu avec la vision stalinienne quand il traite de la période Mossadegh. Il approuve la politique pro-américaine de Mossadegh comme une sage conduite d'homme d'Etat et critique les manifestations anti-américaines combattives et souvent sanglantes du Toudeh

comme une « erreur de jugement fondamentale ». Jazani perd de vue le fait que les avertissements du Toudeh sur le rôle néfaste de l'impérialisme US — quelque opportunistes qu'aient été leurs motivations — furent complètement confirmés en 1953. Pour Jazani et aujourd'hui pour les fedayin, tant envers l'impérialisme US au début des années 50 qu'envers Khomeiny en 1978-79, ceux qui *mettent en garde* les masses d'un danger mortel afin de les préparer à combattre sont condamnés comme des « sectaires » et des « aventuriers ». L'analyse critique est réservée pour les oraisons funèbres des victimes.

Pendant la période Mossadegh des milliers d'ouvriers rejoignirent le Toudeh et ses organisations syndicales précisément mus par l'illusion que le Toudeh était le parti de la Révolution russe et offrirait une solution *socialiste* aux contradictions énormes de la société iranienne. Mais Jazani est tellement attaché à la révolution par étapes qu'il est incapable de prendre en compte ces aspirations socialistes populaires, bien qu'il ait été un partisan actif du Toudeh au début des années 50. En fait il fait l'éloge du boycott pétrolier international et de « l'économie sans pétrole » de Mossadegh pour avoir favorisé « la croissance sans précédent de la bourgeoisie nationale ». Cet engouement nationaliste petit-bourgeois pour l'autarcie économique va jusqu'à acclamer le fait que « la production artisanale et les industries traditionnelles se développèrent aussi dans des proportions considérables ». Par « industries traditionnelles » Jazani veut dire les métiers manuels éreintants comme le tissage des tapis, fabriqués par de jeunes filles travaillant 12 à 14 heures par jour dans de sombres huttes de terre. Nous pouvons voir ici une tendance de la gauche iranienne, en réponse à l'« occidentalisation » tapageuse du shah, à glorifier les aspects traditionnels et arriérés de la vie sociale iranienne. Cette tendance atteint son apogée avec le soutien à l'utopisme réactionnaire de la république islamique.

Jazani avance beaucoup de critiques vigoureuses de la lâche capitulation du Toudeh en août 1953, concentrées sur son manque de préparation militaire. Mais ces critiques d'ordre militaire sont basées sur une perspective politique *bien à droite* de la politique du Toudeh au début des années 50. Comme c'est le cas pour beaucoup de guérillistes d'Amérique latine, Jazani combine une perspective de « lutte armée » avec un programme profondément opportuniste qui se situe complètement dans la tradition stalinienne du collaborationnisme de classe.

Dans un autre ouvrage écrit en 1973 Jazani menait la méthodologie de la révolution par étapes aux mêmes conclusions traîtres que Kianuri, l'opportuniste achevé du Toudeh. Il prétendait que « la contradiction principale » était celle entre le shah et « les forces anti-dictature » *quels que soient* leur caractère de classe et leur programme politique :

« Nous devons utiliser les intellectuels, la petite-bourgeoisie, ensemble avec tous les autres éléments anti-dictature, *qu'ils soient progressistes ou réactionnaires*, pour la mobilisation des masses laborieuses, c'est-à-dire la principale force pour une révolution démocratique du peuple. » [souligné par nous]

— Iran... *The Socio-Economic Analysis of a Dependent Capitalist State*

Dans la « révolution islamique » ce fut le clergé chiite réactionnaire qui « utilisa » les fedayin et d'autres groupes de gauche pour remplacer la dictature du shah par une

dictature théocratique tout aussi sanglante et oppressive. Avec leur méthodologie étagée, les fedayin finirent par se battre pour mettre au pouvoir le « nouveau shah », l'imam Khomeiny.

Les fedayin ont eu leurs origines dans le stalinisme du Toudeh, avec lequel ils ne rompirent jamais vraiment. L'autre grande organisation iranienne qui joua un rôle important dans la chute du shah, les moudjahidin, a eu ses origines dans l'aile religieuse du Front national. Un noyau de cléricaux et de dévots, membres des classes moyennes, dirigés par Mehdi Bazargan et l'ayatollah Taleghani, était demeuré loyal à Mossadegh après le coup d'Etat de 1953. Pour combler le fossé existant entre la base laïque du Front national dans les classes moyennes et les classes moyennes traditionnelles du bazar et de la mosquée, Bazargan et Taleghani fondèrent le Mouvement de libération de l'Iran en 1961.

Les moudjahidin furent formés à partir du Mouvement de libération pendant la crise de 1963 provoquée par l'attaque du shah sur les privilèges du clergé chiite, une crise marquée par des mobilisations de masse dirigées par les mollahs, suivies par une répression sanglante par l'armée et l'exil de l'ayatollah Khomeiny. Les cadres fondateurs des moudjahidin étaient principalement des diplômés des départements techniques de l'université de Téhéran. C'étaient les fils de mollahs, de marchands du bazar et de négociants, tous chiites et perses et tous des hommes, alors que les fedayin venaient d'un milieu plus laïque et comptaient des membres des minorités nationales et religieuses et un nombre non négligeable de femmes. Malgré ces différences sociales significatives, ces deux groupes guérillistes anti-shah arrivèrent avec le temps à une certaine convergence idéologique autour d'un vague populisme nationaliste.

L'impact des révolutions chinoise, cubaine et vietnamienne amena, au début des années 70, les fils de mollahs et de marchands et du bazar chez les moudjahidin à un débat intense sur le marxisme. En mai 1975 une majorité de la direction à Téhéran vota pour déclarer l'organisation « marxiste-léniniste ». Dans une lettre à son père l'ayatollah Taleghani, un des dirigeants de l'époque, Mujtahi Taleghani, décrivait ainsi cette transformation :

« Avant je pensais que ceux qui croient au matérialisme historique ne pouvaient absolument pas faire le sacrifice suprême puisqu'ils n'avaient aucune foi dans l'autre monde. Maintenant je sais que le sacrifice le plus élevé qu'on puisse faire c'est de mourir pour la libération de la classe ouvrière. »

— cité dans Ervand Abrahamian, « The Guerilla Movement in Iran, 1963-1977 », *MERIP Report* n° 86, mars/avril 1980

Cependant l'aile des moudjahidin islamiques qui restait anti-marxiste et antiprolétarienne se transforma rapidement en mouvement de masse alors que les moudjahidin « marxistes » devenaient le groupe maoïste-stalinien Peykar, beaucoup plus petit. Peykar était et reste une organisation extrêmement contradictoire. D'un côté c'est le seul groupe de la gauche iranienne qui ait une position *défaitiste* sur la guerre Iran-Irak, ce qui indique des impulsions anti-chauvines. Mais c'est aussi le groupe dans la gauche iranienne dont l'antisoviétisme est le plus virulent; il a ainsi une ligne sur l'Afghanistan qu'il est impossible de distinguer de celle de la CIA et de Khomeiny.

Bien qu'ils prétendent être « marxistes », les fedayin et

Peykar sont beaucoup plus proches de la tradition des *narodnik* populistes de la Russie du XIXe siècle. On ne pourra gagner de véritables révolutionnaires parmi eux qu'à travers une lutte politique intransigeante comme celle que mena Lénine contre des formations semblables.

Comment Khomeiny est arrivé au pouvoir

Comment la haine considérable pour le shah, chauffée à blanc par des années de répression sauvage et de corruption ouverte combinées avec l'autodéification mégalomane, a-t-elle pu être canalisée vers les institutions profondément répressives du clergé chiite? Il y a deux raisons, dont l'une tient au développement objectif de la société iranienne sous le shah, l'autre au facteur subjectif, c'est-à-dire à la banqueroute de toutes les autres oppositions — les nationalistes bourgeois, les staliniens du Toudeh et les guérillistes petits-bourgeois.

Bien que Reza Pahlavi soit revenu au pouvoir en 1953 avec le soutien de la mosquée et du bazar, il voyait dans ces institutions des obstacles profondément enracinés à sa tentative pour construire un Etat capitaliste autocratique et moderne. Sa réponse au bazar fut de construire des centres commerciaux et d'établir un système bancaire moderne qui mit en rage la classe moyenne traditionnelle sans améliorer les conditions de vie du prolétariat et des pauvres des villes. Malgré ces empiètements sur son pouvoir économique, le

bazar représentait à la fin des années 70 encore un tiers des importations de l'Iran et les deux tiers du commerce de détail. Le capital bazari était ainsi capable de financer les 180.000 mollahs du pays, un pour 200 habitants. A la même époque la réforme agraire du shah poussait des milliers de paysans dépossédés dans les bas quartiers et les bidonvilles des grandes villes. Ces dépossédés devinrent un terrain de recrutement fertile pour l'opposition islamique.

Car, après la destruction du Toudeh comme parti de masse, il n'y avait pas d'autre opposition de masse organisée contre le shah. Les vieillards du Front national étaient devenus des reliques humaines, incapables de recruter les jeunes générations à leur cause. Etant donné le crétinisme parlementaire du Toudeh et du Front national, les enfants des partisans de Mossadegh cherchèrent à imiter la stratégie de guerre de guérilla de Mao et de Castro. Mais la lutte armée populiste, qui ignore la question de quelle *classe* va détenir le pouvoir et de comment cette classe sera mobilisée et dirigée, ne fait que permettre à des forces antiprolétariennes et antidémocratiques de récolter les fruits de leur héroïsme.

Aussi longtemps que le shah emprisonnait, torturait et assassinait les militants du Toudeh et même les dirigeants du Front national, le clergé chiite n'eut pas un murmure de protestation. L'opposition islamique (khomeinyste) remonte à la «révolution blanche» de 1963, quand le shah commença à s'en prendre aux privilèges et aux propriétés des mollahs, à leur contrôle sur les lois et les moeurs sociales. Les mollahs organisèrent alors de grands mouvements de protestation contre l'incorporation des terres des mosquées parmi celles touchées par les lois de réforme agraire et contre l'extension aux femmes du droit de vote au Majlis. Etant donné la sauvagerie de la terreur du shah, la banqueroute de la faible bourgeoisie nationale et la trahison du Toudeh, le clergé chiite devint la seule opposition efficace à l'échelle nationale. Ce fut cette force qui lia ensemble une population dispersée au-delà des chaînes de montagnes et des déserts dans des milliers de petits villages.

Le boom pétrolier de l'après-1973 accéléra la migration de millions de paysans vers les villes à la recherche de travail, créant ainsi une énorme population semi-prolétarisée et semi-lumpénisée, habitant dans des taudis et qui ne rompit jamais ses liens avec la mosquée. Quand le boom pétrolier se termina à la fin des années 70 le chômage fit un bond fulgurant, créant une base de mécontentement de masse qui put être facilement exploitée par les mollahs et financée par les bazaris. Chaque répression brutale des protestations khomeinystes de masse par l'armée du shah ne faisait qu'augmenter leur force.

En 1978, les confrontations spectaculaires entre les foules dirigées par les mollahs et les forces armées du shah haïes finirent par secouer le prolétariat iranien, assoupi mais puissant. Fin 1978, le noyau stratégique de ce prolétariat — les ouvriers du pétrole — entrèrent en action. A la fin octobre la production pétrolière était tombée de 5.700 à 1.700 barils par jour. D'importantes hausses de salaire ne purent endiguer la vague de grèves qui s'étendait à travers le secteur privé et le secteur public, qui paralysait l'économie et devenait explicitement politique. Alors que la gauche iranienne cherchait à *subordonner* ces grèves à la mobilisation khomeinyste, des révolutionnaires auraient lutté pour une perspective de classe *indépendante*.

SPARTACIST

VOLUMES RELIES

édition anglaise: numéros 1 à 20
février 1964 — juillet 1971

édition allemande: numéros 1 à 10
printemps 1974 — hiver 1981-82

Le premier volume relié de *Spartacist* édition anglaise constitue le recueil de l'ensemble de la presse (y compris les tracts et suppléments) de notre tendance, de son exclusion du SWP en 1964 à la parution de *Workers Vanguard* en 1971. Le premier volume relié de *Spartacist* édition allemande comprend les documents qui participèrent à la création de la Trotskistische Liga Deutschlands ainsi que des traductions d'articles publiés dans *Workers Vanguard* ou *Spartacist* édition anglaise.

\$25.00

Commande: Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO, New York, NY 10116 USA

Quand la tendance spartaciste avança une alternative prolétarienne révolutionnaire à la réaction cléricale dans les mouvements de protestation anti-shah de 1978, cela exprimait les possibilités réelles de la lutte de classe à cette époque. Ce furent avant tout les grèves de masse combattives qui sonnèrent le glas du trône, et non pas les centaines de martyrs morts pour Allah. Ce qui manquait, c'était un parti léniniste d'avant-garde pour mener la classe ouvrière iranienne au pouvoir. Et sans une direction politique indépendante, les luttes ouvrières de fin 1978 ne servirent que de bélier pour mettre au pouvoir le clergé chiite profondément antiprolétarien.

Pour la révolution permanente en Iran

La tendance spartaciste a souligné les similarités entre l'Iran et la Russie tsariste, tous les deux des Etats multinationaux avec une classe dirigeante à base étroite et instable et avec d'énormes contradictions sociales entre un secteur industriel technologiquement avancé et des campagnes embourbées dans le moyen-âge. Aujourd'hui en Iran, comme dans le Caucase russe au début du XXe siècle, les paysans labourent leurs champs avec des boeufs à l'ombre de gigantesques puits de pétrole. Ni les bourgeois nationalistes de type Front national, ni les staliniens du Toudeh ni les guérillistes petits-bourgeois ne peuvent résoudre les questions démocratiques fondamentales posées par le développement inégal et combiné de l'Iran, questions centrées autour de la paysannerie, des nationalités et des femmes.

La paysannerie d'Iran, dispersée dans d'innombrables petits villages, représente toujours plus de 50% de la population. Cette vaste force sociale sera dirigée soit par la bourgeoisie, principalement par l'intermédiaire du clergé chiite, soit par le prolétariat industriel sur le programme «la terre à ceux qui la travaillent». Le Toudeh n'a jamais abordé la question paysanne si ce n'est dans les termes les plus abstraits. Et, pendant le bref séjour des staliniens au pouvoir dans la République démocratique d'Azerbaïdjan en 1946, ils étaient considérés par les paysans comme des alliés des propriétaires fonciers. Le Front national était un parti de propriétaires fonciers. La réforme agraire de Mossadegh était en fait moins radicale que celle du shah. Seul le prolétariat peut se présenter comme le champion

des paysans pauvres et du prolétariat rural, car lui seul ose remettre en cause les anciens rapports de propriété.

En Iran les minorités nationales constituent la majorité de la population, comme dans la Russie tsariste. Sur la question nationale les pseudo-démocrates iraniens de la «révolution par étapes» (sans parler des pseudo-léninistes) ont été soit des chauvins, soit politiquement lâches. Le Toudeh et le Front national ont été historiquement des chauvinistes perses qui appelaient le gouvernement central de Téhéran, que ce soit Mossadegh ou un favori du shah, à bafouer les droits des minorités nationales. Les minorités nationales, comme la paysannerie, peuvent être une énorme armée de réserve pour la révolution sociale, mais seulement si l'avant-garde prolétarienne se fait le champion de leurs droits, y compris du droit à un *Etat séparé*. La gauche iranienne essaie de masquer son chauvinisme perse en parlant d'«autonomie». Seule la tendance spartaciste internationale soutient de façon conséquente le droit démocratique élémentaire à l'autodétermination dans la «prison des peuples» perse.

Aucune autre question démocratique n'est plus décisive en Orient que la question femme. Les «industries traditionnelles», comme le tissage des tapis vanté par Jazani, exploitent des jeunes filles, détruisent leur jeunesse et brisent leur santé. Elles vieillissent et meurent avant l'âge adulte. En Iran comme dans tout l'Orient islamique, le symbole de l'esclavage des femmes c'est le voile. Et c'était avant tout pour défendre le voile que Khomeiny s'est soulevé contre l'«occidentalisation» de façade du shah. Les milliers de femmes iraniennes laïques qui avaient courageusement pris les armes contre la dictature du shah sont maintenant forcées à porter de nouveau le voile! La transformation fondamentale des rapports de propriété dans les campagnes comme dans les villes, imposée par la dictature du prolétariat, est le préalable nécessaire pour briser les chaînes lourdes et brutales qui maintiennent les femmes d'Iran en esclavage.

L'intervention soviétique dans l'Afghanistan voisin présenta un test crucial pour la gauche iranienne. L'Afghanistan incarne toute la misérable arriération de l'Iran — la tyrannie des propriétaires fonciers, des khans, des usuriers et des mollahs — mais sans les ressources sociales intérieures (c'est-à-dire un prolétariat industriel moderne) de sa propre émancipation. L'intervention de l'Armée rouge ne pose pas seulement la question de la défense militaire des acquis sociaux de la Révolution d'Octobre contre la contre-révolution soutenue par l'impérialisme à la frontière sud de l'URSS. Elle pose aussi la question de l'extension de ces acquis aux peuples opprimés d'Afghanistan. Le crime des bureaucrates du Kremlin serait de capituler devant l'impérialisme mondial (comme le fit Staline en 1946) et de retirer l'Armée rouge, rendant ainsi l'Afghanistan aux chefs tribaux, à la CIA, à Khomeiny et ses pareils.

A l'époque de l'impérialisme les tâches démocratiques de l'émancipation des nations opprimées, des femmes réduites en esclavage et de la paysannerie exploitée ne peuvent être résolues qu'avec le prolétariat au pouvoir. Ce n'est que par la fusion des luttes pour le pouvoir prolétarien en Occident et en Orient, la vision qui était celle de la Troisième Internationale de Lénine et de la Quatrième Internationale de Trotsky, que la domination impérialiste sera abattue une fois pour toute. ■

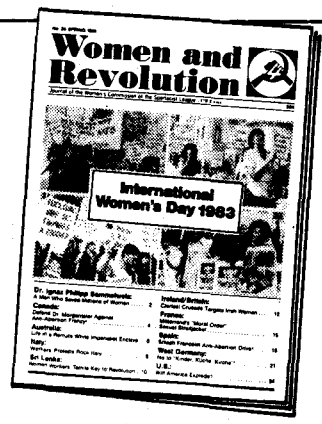
SUBSCRIBE! Women and Revolution

Journal of the
Spartacist League/U.S.
Women's Commission

\$.50 single issue

\$2/4 issues

Order from:
Spartacist Publishing Co., Box
1377 GPO, New York, NY 10116





Workers Vanguard

5000 manifestants ont chassé le KKK des rues de Washington. «1-2-3-4, Time to finish the Civil War! 5-6-7-8, Forward to a workers state!» («Il est temps de finir la Guerre civile [Guerre de sécession]! En avant vers un Etat ouvrier!»)

27 novembre 82: une mobilisation ouvrière/noire secoue Washington

Nous avons arrêté le Klan!

Le 27 novembre 1982 c'est plus de 5.000 manifestants, composé majoritairement de Noirs dont beaucoup de syndicalistes, qui ont chassé le Klan des rues de Washington. Pour la première fois depuis 1925, ces terroristes racistes avaient déclaré qu'ils se rassembleraient au Capitole et qu'ils manifesteraient, sous leurs cagoules blanches, jusqu'à la Maison blanche. Le gouvernement Reagan était visiblement déterminé à imposer cette provocation à la population en grande partie noire de Washington. Mais le Klan n'a pas manifesté, il n'a pas tenu de rassemblement et ces terroristes n'enfilèrent même pas leurs robes. En effet, à la place ce sont des milliers de manifestants anti-Klan qui se sont mobilisés pour le rassemblement du Labor/Black Mobilization [Mobilisation ouvrière/noire] et qui ont bloqué l'emplacement d'où le Klan devait partir. Et les flics durent évacuer à la sauvette les hommes du Klan défaits.

Le Labor/Black Mobilization to Stop the Klan [Mobilisation ouvrière/noire pour arrêter le Klan] fut créé à l'initiative de la Spartacist League/US, après des discussions avec des syndicalistes de la région qui montraient une détermination commune d'empêcher par une action militante les brûleurs de croix de défiler dans la capitale du pays. On pouvait lire dans le tract distribué à 250.000 exemplaires :

«...si nous n'arrêtons pas le Klan ici et maintenant, les honnêtes gens continueront à le payer de leur vie. Nous voulons une contre-manifestation massive contre ces terroristes, à l'endroit même où ils disent qu'ils vont commencer leur manifestation. (...)

«Le KKK est l'expression la plus crue de ce que pensent et ressentent les racistes de la Maison blanche, du congrès et des mairies. Le Klan le met en pratique dans ses immondes discours et ses actes sanglants (...)

«Mais le KKK a intérêt à comprendre que Washington

n'est pas une ville du Klan. Cette ville est pleine de Noirs qui savent exactement ce qu'est le Klan. Beaucoup de familles ont eu à faire l'expérience de la terreur de ces tueurs nocturnes. Aux alentours de Washington, il existe de puissants syndicats intégrés dont les membres — durement touchés par les attaques contre les acquis, les cassages de syndicats, le chômage massif — savent que les racistes en cagoule qui haïssent le mouvement ouvrier veulent en finir avec eux (...)

«Nous n'avons nul besoin d'une mobilisation impuissante qui se réduirait à un appel obséquieux aux politiciens du



25¢ 2F

\$1.00 8F

Deux brochures essentielles pour une approche marxiste et militante de la question noire aux Etats-Unis, élément-clé de la révolution ouvrière américaine.

Commande:
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO, New York, NY 10116 USA

Parti démocrate à lutter contre la réaction de Reagan. Il faut par dessus tout mobiliser la puissance des ouvriers et des Noirs, de façon indépendante et en lutte pour leurs propres intérêts(...)

«L'Amérique doit parachever la Guerre civile [Guerre de sécession](...) Le Klan est né pour supprimer tout droit politique aux Noirs et enterrer la Reconstruction. C'était le bras armé de la réaction qui ravissait la plupart des acquis des Noirs nouvellement libérés ainsi que ceux de la jeune classe ouvrière. Depuis les Etats-Unis se sont développés en une puissance impérialiste mondiale s'opposant à la révolution sociale, d'El Salvador à l'Afrique du Sud. Le KKK veut crucifier l'Amérique en enfonçant les clous dans la chair des Noirs. Les protecteurs du Klan à la Maison blanche veulent étendre cette crucifixion partout dans le monde et surtout en Russie; pour le péché originel que représente la Révolution.

«Le Klan est le symbole et le fer de lance de la réaction raciste aux Etats-Unis. S'ils peuvent ici à Washington s'en tirer à bon compte, cela stimulera leur appétit pour plus de violence raciste. Ce n'est pas une question de liberté d'expression (...) lorsque le KKK pense qu'ils ont le dessus, ce sont des tueurs. Rappelez-vous Greensboro. (...)

«C'est la tâche du mouvement ouvrier de diriger la lutte pour écraser la terreur raciste du Klan. (...)»

La clé c'était la participation de la classe ouvrière organisée. Le premier soutien vint de Norfolk, la plus grande concentration ouvrière dans le Sud-est, en Virginie. Et ce au travers des syndicats essentiellement composés de Noirs, des dockers et des chantiers navals, etc. dans la Baie de Chesapeake. Puis en un peu plus d'une semaine, ce fut quelque 70 dirigeants syndicaux, des comités exécutifs, des sections locales de syndicats qui dans tout le pays s'associèrent au Labor/Black Mobilization. La participation au service d'ordre de la manifestation de syndiqués solides et responsables a été essentielle pour la sécurité de cette manifestation ordonnée et militante.

Le 27 novembre, les milliers de travailleurs noirs et chômeurs qui sont sortis pour arrêter le Klan ont eu un petit aperçu de leur pouvoir. Le Klan fut arrêté. Et quand les flics se sont retirés, les manifestants anti-Klan affluèrent dans les rues et déferlèrent sur Capitol Hill. Ils s'emparèrent de l'itinéraire que le Klan était supposé prendre, arrêtant la circulation au moment où la manifestation passait le long de la Maison blanche et entrèrent par flots

dans Lafayette Park, revendiquant comme étant le leur l'endroit où le Klan avait l'intention de battre le rappel pour le génocide. «Il n'y a pas de cagoules blanches ici ... seulement le drapeau rouge de la classe ouvrière», déclarait Al Nelson, porte-parole de la SL alors que les flics tiraient des bombes lacrymogènes aux alentours du parc.

Le même jour à McPherson Square, à des kilomètres de la mobilisation qui a arrêté le Klan, le *All-Peoples Congress* a tenu un rassemblement beaucoup plus petit, amorphe, dont le but était de canaliser l'amertume contre le Klan dans des bulletins de vote pour le Parti démocrate. Ces Marcyistes avaient promis une action contre le Klan, mais en fait ils n'ont eu que des discours réformistes, creux, et finalement ils ont dû former des chaînes pour essayer de ne pas perdre les gens qu'ils avaient mobilisés. Quelques jeunes frustrés se sont dégagés et, livrés à eux-mêmes, ils furent une proie facile pour les flics qui les matraquèrent et les gazèrent à coups de bombes lacrymogènes.

Evidemment après la manifestation la presse bourgeoise concentra ses feux sur le thème de la «violence». Mais ce qui s'est passé, c'est que *le Klan a été arrêté!* Ailleurs, la police a provoqué et s'est attaqué aux manifestants anti-Klan frustrés. Et c'est après que les flics en les matraquant aient fait passé de jeunes Noirs à travers les vitrines de magasins que les medias hurlèrent au «pillage».

Une manifestation victorieuse du Klan aurait été le feu vert pour une accentuation de la terreur du Klan contre les Noirs, les immigrés, les juifs, la gauche et les ouvriers grévistes. Le 27 novembre ce fut l'intersection du programme communiste de la Spartacist League avec l'implacable détermination des masses noires de Washington qui a arrêté la provocation du Klan. C'est pourquoi nous avons besoin d'un parti d'avant-garde marxiste, tel que le parti bolchévique de Lénine et Trotsky: pour agir comme la mémoire collective de la classe ouvrière révolutionnaire et comme «tribun du peuple» luttant au nom de tous les opprimés. Parmi les opprimés et les exploités du capitalisme il existe une énorme volonté pour combattre, ce qui est nécessaire c'est une direction avec un programme pour la victoire. Libération des Noirs à travers la révolution socialiste! ■



Le Bolchévik

11 décembre 81, Rouen: plus de 400 manifestants syndicalistes et étudiants se mobilisaient à l'initiative de la LTF pour arrêter les fascistes et leurs provocations contre le mouvement ouvrier de la ville.

Sri-Lanka...

suite de la page 32

massacres de Sabra et Chatila préparés par la «force d'interposition» impérialiste !

Tout en rassemblant géographiquement les Tamouls par les pogroms, J.R. est en train de détruire l'interpénétration économique des peuples de Ceylan en dépossédant l'importante couche marchande tamoule du Sud (les Tamouls contrôlaient 70 pour cent du commerce de gros et de détail de Colombo) en confisquant tous les biens ravagés par la violence. Par rapport à leur importance numérique, les Tamouls «ceylanais» (13 pour cent des 15 millions d'habitants de Sri-Lanka) sont de façon disproportionnée dans le commerce ou les professions libérales. Un héritage de la politique du «diviser pour régner» de l'impérialisme britannique qui avait incorporé nombre de Tamouls dans l'administration coloniale. Mais depuis l'indépendance (1948), les Cinghalais ont remplacé les Tamouls dans l'administration et aux hauts niveaux de l'éducation. Vers le milieu des années cinquante le Sri-Lanka Freedom Party (SLFP) dirigea une agitation linguistique chauvine pour «le cinghalais seulement» qui fut soutenue par les partis de la «gauche» cinghalaise front-populiste soi-disant parce que cela brisait l'emprise impérialiste de l'anglais. Ainsi, le communalisme anti-tamoul fut codifié en une politique officielle de l'Etat, ce qui déclencha une vague de terreur anti-tamoule inégalée jusqu'aux massacres de ces derniers mois. *Défendez le peuple tamoul ! Retrait immédiat des troupes cinghalaises des régions tamoules ! Des armes pour le peuple tamoul !*

Les atrocités massives qui ont lieu à Sri-Lanka marquent un tournant dans l'Histoire de l'île. Les massacres et transferts de masse de population ont ramené l'économie du pays au moins dix ans en arrière et sont en train de forcer une séparation des deux peuples. J.R. a déchiré le pays en massacrant par milliers et en poussant les survivants dans un «bantoustan» virtuel dans le Nord aride. La tendance spartaciste internationale, qui a énergiquement fait campagne sur trois continents en défense du peuple tamoul coude à coude avec les militants exilés, a toujours soutenu le droit à l'autodétermination des Tamouls tout en conseillant de ne pas exercer ce droit, privilégiant une lutte ouvrière unifiée pour la libération tamoule. Cependant, maintenant, après l'assassinat en masse des Tamouls, l'amertume et l'hostilité entre les deux peuples de Ceylan est devenu à l'évidence insurmontable, au moins à court terme. Ce qui est posé maintenant, comme une revendication démocratique minimum c'est *un plébiscite parmi les masses laborieuses tamoules pour décider quant à la formation d'un Etat indépendant dans le Nord et l'Est, avec pour centre Jaffna.*

J.R. flirte avec l'holocauste

J.R. Jayewardene a pris le pouvoir en 1977, profitant d'une vague de désillusion populaire vis-à-vis du gouvernement SLFP de Mme Bandaranaike (soutenue par la «gauche») qui avait désorganisé l'économie et massacré des milliers de jeunes Cinghalais radicaux au cours du

soulèvement du JVP en 1971. Depuis lors, le rusé J.R. a cherché à jouer un jeu de balance bonapartiste. Cherchant à coopter les dirigeants tamouls modérés avec des promesses mensongères de «dévolution» [autonomie] régionale trop tardives et trop minces, il s'est trouvé incapable de se concilier les masses tamoules opprimées du Nord occupé par l'armée ou même de nettoyer les militants «Tigres». Il s'est également créé des problèmes avec les couches de la société sur lesquelles repose son pouvoir réel : les classes supérieures cinghalaises, particulièrement le corps des officiers, les soldats et la police. Jayewardene attisait alternativement les flammes du communalisme anti-tamoul et s'attaquait à des représentants de l'UNP trop ouvertement sanguinaires tout en continuant à promettre des miracles économiques alors que la crise imposée par les impérialistes précipitait des masses de Cinghalais dans une hystérique recherche d'un bouc émissaire. Ce faisant J.R. flirtait avec un holocauste.

Les récents efforts de J.R. à dépeindre les violences comme une réaction spontanée contre les «terroristes» tamouls (ou comme le résultat d'une rocambolesque conspiration des soviétiques ou du JVP dans les forces armées) sont à l'évidence des écrans de fumée cherchant à masquer la mutinerie généralisée des ultra-chauvins cinghalais au sein de sa propre armée. Les efforts secrets du gouvernement (par la suite démentis) pour obtenir des troupes et du matériel auprès des USA, de la Grande Bretagne, du Pakistan et du Bangladesh soulignent la suggestion délicatement formulée du *Guardian* de Londres (16 août) qui constate que J.R. «ne contrôle pas les nationalistes cinghalais, y compris des éléments de sa propre armée, dont on peut s'attendre à ce qu'ils réagissent violemment à de telles concessions [auprès des dirigeants tamouls]». Le *Guardian* citait également le Secrétaire général du TULF [Front uni de libération tamoule] et chef de son ex-fraction parlementaire, M Amirthalingam, qui affirmait qu'une partie de l'UNP avait machiné les émeutes. Le *Sunday Times* de Londres (7 août) mentionnait que dans un de ses discours J.R. avait précautionneusement caché «le fait qu'après que les violences eurent éclatées le 24 juillet (...) un nombre important des 13.000 soldats de Sri-Lanka étaient en état de mutinerie depuis quatre jours se vengeant contre la population tamoule du pays.»

Le bain de sang anti-tamoul commença fin juillet avec l'enlèvement et le viol par des soldats cinghalais de plusieurs jeunes filles tamoules du Palaly Teachers Training College [école normale], près de Jaffna. Deux d'entre elles, irrémédiablement souillées selon les valeurs sociales dominantes, se seraient suicidées le jour suivant. Révoltés par cette atrocité de jeunes Tamouls descendant dans les rues et érigeant des barricades. Deux véhicules de l'armée tombèrent dans une embuscade et 12 soldats et un officier furent tués.

Tandis que l'armée se déchaînait à Jaffna des bandes organisées de Cinghalais semaient la terreur dans le Sud et dans les plantations des hautes terres du pays. Et des quartiers entiers étaient totalement détruits par le feu sous les yeux des flics impassibles. Le spectacle qu'offrait Colombo le 25 juillet fut décrit dans un rapport en direct :

«(...) Tous les feux de l'enfer se sont déchaînés quand la canaille, les bandes de voyous, les nerfis, les armées privées, armés de couteaux, criss, barres de fer, marteaux et dagues descendirent dans les rues cherchant des Tamouls. Des grands buildings du quartier du Fort



Le Bolchevik
Paris, le 29 juillet :
400 Tamouls dans
une manifestation
organisée à l'initiative
de la LTF.

[centre-ville de Colombo] jusqu'aux taudis de Peliyagoda tous les immeubles tamouls furent incendiés, détruits.

«Lundi, j'ai traversé la ville à pied. Colombo était enveloppé dans une fumée sombre, noire, épaisse, suffocante. Hommes, femmes, petits enfants couraient pour sauver leurs vies. A moitié nus, des assassins ivres d'alcool pourchassaient les Tamouls qui, comme chaque jour de la semaine, se rendaient à leur travail. (...) D'énormes colonnes de flammes dévoraient les *kovils* tamouls [temples], les hôtels, les bijouteries et les ateliers de textile, et finalement le feu s'étendit et ne laissa que les carcasses des grandes usines. (...) Et tout ça se produisait en présence de la police qui déjà à ce moment était déployée dans les rues(...)

«J'ai vu une centaine de personnes pourchasser un Tamoul cherchant le salut dans la fuite (vers le poste de police) et plusieurs flics, en armes, regardaient simplement l'homme tomber et, là, se faire attaquer par la foule sur ses talons. J'ai vu des troncs d'arbres placés en travers des routes, les véhicules être arrêtés pour y dénicher des Tamouls. Que se passait-il quand une patrouille en armes passait par là ? Ils faisaient des grands signes de la main et applaudissaient (...) Mais ce qui choque le plus, c'est quand j'ai vu des ouvriers dans McCullum Road (J.R. Wijewardena Mawatha), défendant le gouvernement, cassant des voitures et demandant à voir les cartes d'identité. (...) Les mêmes hommes et les mêmes fusils qu'ils défendent aujourd'hui seront les instruments de mort non seulement pour eux mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier de Lanka. (...)»

A couvert derrière la terreur indiscriminée provoquée par le gouvernement, J.R. et Cie. ont augmenté leurs efforts pour décapiter le mouvement nationaliste tamoul. Le seul 25 juillet, quelque 35 activistes dirigeants tamouls furent massacrés dans la prison de haute sécurité de Welikada. Des hommes de troupe ouvrirent les grilles et les cellules pour laisser entrer les tueurs professionnels à l'intérieur des cachots des militants tamouls. Par groupes de dix, armés d'épées, de gourdins et de pistolets, ils pénétrèrent dans les cellules. Dix minutes après un silence total s'installa. Deux heures plus tard les gardiens firent leur apparition clamant que des prisonniers avaient fracturé les portes et tué les Tamouls avant que «l'ordre» n'ait pu être rétabli. Les survivants déclarent que deux des dirigeants tamouls eurent les yeux arrachés avec des barres de fer avant d'être tués (*Guardian*, 13 août). Deux jours plus tard 17 autres prisonniers tamouls furent massacrés.

J.R. fait également appel aux pouvoirs étendus de son

régime «fort» contre tout un éventail de ses opposants. Depuis son installation à la tête du régime, Jayewardene s'avance résolument vers une dictature ouverte (ex. : les «révisions» de la Constitution, le renouvellement de l'état «d'urgence» sous responsabilité de l'armée dans le Nord, l'«extension» pour encore six ans du parlement dominé par l'UNP). Et maintenant en rendant formellement illégale toute prise de position en faveur du Tamil Eelam, il a supprimé la principale opposition parlementaire, le Tamil United Liberation Front (TULF, une formation-paravent tamoule, nationaliste-bourgeoise du type du Kuomintang chinois des débuts). Cela avait été préparé par l'interdiction de deux journaux influents de Jaffna, *Sutantiran* et *Saturday Review*. En interdisant le TULF, J.R. a mis ses dirigeants en porte-à-faux, eux dont la perspective était la combinaison d'une rhétorique séparatiste et du crétinisme légaliste. Le 4 août J.R. a interdit trois partis de gauche cinghalais et a jeté en prison leurs dirigeants. *A bas la censure de la presse ! Libérez les dirigeants du JVP, du PCSL et du NSSP ! Libérez les militants tamouls et toutes les victimes de la terreur de l'UNP ! Vengeance pour Kuttimani, Jeganathan et les autres martyrs de Welikada !*

S'il est vrai que les préparatifs de J.R. pour une dictature à la Pinochet ont fusionné avec la campagne de terreur anti-tamoule, il n'est pas moins vrai que cette terreur est étroitement liée avec la course à la guerre antisoviétique de l'impérialisme US. Et ce n'est pas pour rien que J.R. devint célèbre sous le sobriquet de «Yankie Dickie». Depuis quelque temps déjà, Sri-Lanka sollicite son entrée dans l'ASEAN (successeur de l'OTASE), une bande de souteneurs pour le fauteur de génocide Pol Pot et l'instrument avancé des provocations impérialistes contre le Vietnam. Maintenant prosterné devant le FMI, J.R. a introduit une série de mesures d'austérité drastique et ouvert des «zones franches» exemptes d'impôts et sans syndicats. Cherchant à s'ouvrir les marchés américains pour les produits des zones franches, fabriqués par des ouvrières cinghalaises surexploitées, Jayewardene offre en échange un point stratégique important : le port de haute mer de Trincomalee, une région historiquement tamoule. Dans cette région, le gouvernement a, depuis plusieurs années, mis en place une politique de colonisation cinghalaise analogue aux implantations de colons sionistes

en Cisjordanie. Ainsi la principale force motrice derrière la guerre de l'Etat lankais contre le peuple tamoul réside dans les vues qu'a l'impérialisme US sur Trinco: s'assurer l'hégémonie sur l'Océan indien comme une base de départ pour le contrôle du sous-continent indien et du Golfe persique (partie intégrante de l'encerclement de l'URSS et du Vietnam). *Les massacres perpétrés par J.R. pavent la voie aux USA meurtriers ! US hors de l'Océan indien ! Bas les pattes devant Diego Garcia ! Pas de base US à Trincomalee !*

Aucune confiance dans Indira Gandhi!

En désespoir de cause, plusieurs dirigeants de la communauté tamoule de Sri-Lanka et nombre d'exilés ont fait appel à l'aide d'Indira Gandhi (l'Inde comprend des dizaines de millions de Tamouls, dont beaucoup ont protesté de façon militante contre le bain de sang à Sri-Lanka). Mais tout en étant soumise à de fortes pressions tamoules pour jouer le rôle de négociateur entre J.R. et les dirigeants tamouls, Mme Gandhi a déclaré aussi qu'elle serait «disposée à envoyer des troupes à Sri-Lanka en vue de renforcer l'armée de la république de l'île» (*Daily Telegraph*, Londres, 29 juillet). Cela ne devrait pas être une surprise pour ceux qui se rappellent que le gouvernement indien a envoyé en 1971 des hélicoptères et des troupes pour écraser l'insurrection de la jeunesse dirigée par le JVP. Le sort des masses tamoules à Lanka ne doit pas être laissé aux mains d'Indira Gandhi avec ses appétits de dictateur, le féroce oppresseur, en Inde, de ses propres minorités politiques, nationales, ethniques et religieuses! L'armée indienne a été en 1971 le boucher du guérilliste Mukti Bahini au Bengale Oriental et plus récemment encore Gandhi a orchestré la gigantesque boucherie communaliste en Assam.

De plus, une invasion indienne résulterait sûrement en un renversement brutal des termes de l'oppression entre les nationalités de Sri-Lanka, comme l'a fait par exemple l'invasion de Chypre par l'armée turque en 1974, où les chypriotes turques auparavant opprimés perpétrèrent des atrocités sans nombre contre la population grecque. En tant que marxistes, nous n'avons pas pour tâche de venger un peuple contre un autre. Nous pensons, au contraire, que pour extirper l'oppression nationale et s'avancer vers un réel progrès social, une révolution socialiste est nécessaire.

Aujourd'hui, Ceylan consomme le fruit amer de décennies de trahison et de défaites dans la lutte des classes. La vieille tradition du LSSP de défense des masses tamoules a été détruite par l'adaptation front-populiste de la «gauche» cinghalaise au SLFP communaliste. Aujourd'hui, ces partis sont un véritable anathème aux yeux des combattants de la libération tamoule. Il est nécessaire de repartir sur de nouvelles bases, à la lumière de toute la période postérieure au départ des Britanniques. Mais l'Histoire ne se répète pas sans détour. La lutte communaliste meurtrière prouve que même avec une révolution prolétarienne à Ceylan et plus généralement dans l'Asie du Sud, une république socialiste fédérée sera nécessaire à Ceylan pour réaliser l'unité des peuples tamoul et cinghalais sur la base de la justice et de l'égalité (et pour ne

pas ignorer les craintes des Cinghalais quant à une vengeance des millions de Tamouls en Inde du Sud).

Alors que nous marxistes soutenons inconditionnellement le droit des Tamouls à former un Etat séparé, nous sommes moins qu'enthousiastes quant à la perspective d'un Etat capitaliste indépendant tamoul à Jaffna qui tomberait inévitablement sous la suzeraineté du régime oppressif indien. Avec ou sans indépendance, le Nord est économiquement non-viable. Sous-développé industriellement, avec des terres arides, la région est mal préparée pour absorber l'afflux d'un million ou plus de réfugiés tamouls. Et qu'arrivera-t-il aux soi-disant «Tamouls indiens», travailleurs des plantations dans les hautes terres? Ces «sans patrie», doublement opprimés, descendants des manouvriers amenés là par les Britanniques pour travailler dans les grandes propriétés, sont un élément stratégique de l'économie de Sri-Lanka (le secteur des plantations produit à l'exportation la plupart des devises fortes du pays). Mais ces travailleurs ne sont soutenus ni par la «gauche» chauvine-parlementariste ni par le mouvement nationaliste tamoul, qui au lieu de lutter pour leurs pleins droits de citoyenneté à Sri-Lanka les voient seulement comme de potentiels colons dans une «patrie» au Nord.

La formation d'un Etat indépendant dans le Nord, émergeant des cendres de l'holocauste de J.R., n'assurerait pas la survie nationale pour les masses tamoules. Ce qui est nécessaire c'est une révolution prolétarienne pour établir une république socialiste fédérée à Lanka, qui lutterait pour une réelle égalité nationale et une réelle justice sociale, permettrait à l'île d'être une base de départ pour une révolution dans tout le sous-continent indien en montrant aux Tamouls de l'Inde — ainsi qu'aux douzaines d'autres nationalités de l'Inde — que notre pouvoir prolétarien internationaliste n'a rien en commun avec le «socialisme démocratique non-aligné» de J.R. et de Mme B. qui ne peut mener qu'au génocide.

Ce qui est désespérément nécessaire, c'est d'avancer la construction d'un parti trotskyste, nécessairement fortement basé sur les masses tamoules exploitées. La lutte pour les droits nationaux du peuple tamoul est cruciale dans la construction d'un tel parti. Une justice de classe et nationale durable pour les masses laborieuses tamoules sera consolidée à travers la révolution permanente — le pouvoir des ouvriers et des paysans — et une fédération socialiste de l'Asie du Sud. ■

Lanka Spartacist
(en cinghalais)

Illangai Spartacist
(en tamoul)

5F



Abonnement, commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France

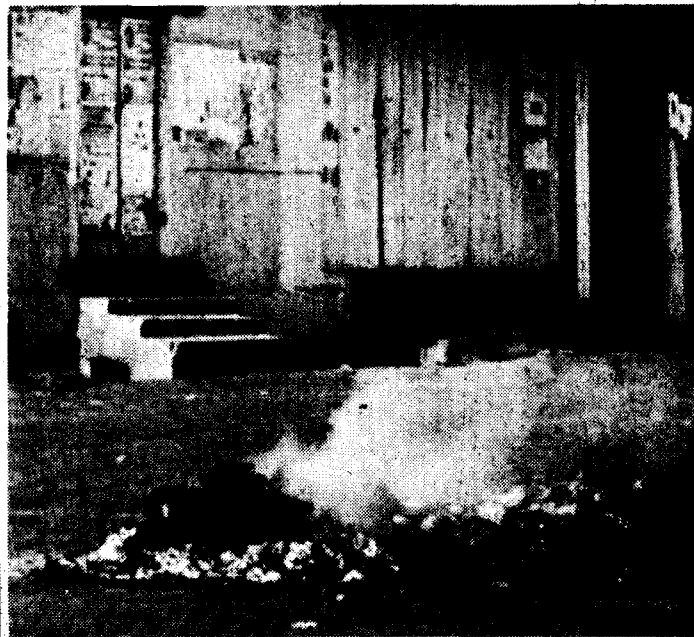
Des armes pour le peuple tamoul!

USA hors de l'Océan indien!

Pour une république socialiste fédérée d'Eelam et de Lanka!



SL/Lanka



AP

Colombo : Habitations, boutiques et usines tamoules sont systématiquement incendiées par la monstrueuse terreur orchestrée par l'UNP de J.R. Le corps d'une victime tamoule brûle dans la rue (à droite).

Massacres au Sri-Lanka

Le massacre des Tamouls perpétré par des Cinghalais ultra-chauvins et orchestré par le gouvernement de la petite île de l'Océan indien, Sri-Lanka (anciennement Ceylan) a dramatiquement altéré pour la période à venir la possibilité d'une lutte de classe où l'on verrait côte à côte la classe ouvrière cinghalaise et la minorité opprimée tamoule. Durant les deux derniers mois le gouvernement réactionnaire du United National Party (UNP) de J.R. Jayewardene a été l'instigateur des monstrueux pogroms perpétrés par son armée déchaînée et en quasi-mutinerie. Plusieurs milliers de Tamouls sans défense ont trouvé une mort horrible et d'innombrables autres ont cherché à sauver leur vie dans la fuite tandis que dans le nord du pays (Jaffna) à forte majorité tamoule, l'armée d'occupation de J.R. s'est transformée en une armée de conquête étrangère, les soldats s'y livrant au meurtre, au viol et au pillage. Au nom de la lutte contre les «terroristes Tigres» tamouls (l'aile militante du mouvement nationaliste qui demande la séparation des régions historiquement tamoules en un Etat de l'Eelam), l'Etat lankais trace dans le sang les lignes de divisions nationales et il est en train de forcer les Tamouls

de Colombo et du Sud, où ils étaient historiquement économiquement interpénétrés, dans une entité tamoule compacte à Jaffna. Dans le même temps J.R. décréta que quiconque se prononce pour un Etat tamoul est un criminel passible d'être jugé pour trahison. *Pour le droit au Tamil Eelam !*

Bien plus de 100.000 Tamouls ont fui Colombo et le Sud pour échapper au massacre. Beaucoup d'entre eux sont maintenant enfermés dans des camps de réfugiés où ils attendent leur transfert vers Jaffna, affamés, dans des conditions de misère sans nom et à la merci de l'armée cinghalaise. «Nous sommes des pigeons de tir» déclarait un Tamoul réfugié dans les installations du temple hindouiste de Pillaiar près de Colombo. «Ils peuvent jeter des bombes là-dedans et tous nous massacrer comme ils l'ont fait au Liban. Nous ne pouvons pas rester ici.» (*International Herald Tribune*, 30-31 juillet) *Patriement vers le Nord des Tamouls des régions cinghalaises sous la protection de l'armée indienne ! Aucune confiance dans Indira Gandhi ! Pas de troupes de l'«ONU» ! — Rappelons-nous les*
suite page 29